

# Cahiers de la Mémoire Vivante du XXème

Association Loi 1901

Président : Michel Dreyfus



## La Résistance dans le 20ème arrondissement de Paris

5 €

Numéro 2  
décembre 2001

# DOSSIER RÉSISTANCE



Comme elle l'avait annoncé dans le premier *Cahier*, paru début 2 000, Mémoire Vivante a poursuivi son action dans trois directions :

- Organisation de conférences sur l'histoire du XXe arrondissement dans les années 1930-1945, sans s'interdire parfois des incursions dans d'autres périodes. Plusieurs conférences ont été faites : nous en présentons certaines dans ce *Cahier*. Eric Belouet a traité de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) dans le XXe arrondissement, Danielle Tartakowky du Père Lachaise durant la guerre ; enfin Alain Dalotel nous a fait revivre les grands moments de la Commune à travers la biographie de Gustave Flourens.

- Impulsion de recherches sur l'histoire du XXe arrondissement, dans les années 1930-1945. En rapport avec Mémoire Vivante ont été menés à bien dans le cadre de l'Université de Paris 1, deux mémoires de maîtrise, l'un de Patricia Legris sur l'histoire des Juifs de Belleville dans la décennie 1930 ; le second, réalisé par Marie-Laure Patrault, se situe au cœur des préoccupations de Mémoire Vivante puisqu'il retrace l'histoire de la Résistance dans le XXe arrondissement. Dans ce numéro, Marie-Laure Patrault présente les principaux résultats de sa recherche. Ce numéro est donc largement consacré à l'histoire de la Résistance dans le XXe.

- Enfin, Mémoire vivante, en liaison avec la mairie du XXe, a participé à plusieurs cérémonies du souvenir ; elle a notamment contribué à la pose d'une plaque en l'honneur du groupe Manouchian. Ainsi, Mémoire Vivante mène à bien un de ses objectifs initiaux : participer au devoir de mémoire sur les années sombres.

D'autres initiatives sont en cours de préparation : ainsi, une conférence aura lieu le 13 décembre à La Bellevilloise sur l'histoire de cette coopérative. Ces initiatives auront plus de chance d'aboutir si Mémoire Vivante se renforce : notre Association sera ce que vous en faites.

**Michel Dreyfus**, *Président de l'Association mémoire Vivante du 20<sup>e</sup> arrondissement*

*Ont participé à la rédaction et à la mise en forme de cette brochure :*

Éric Belouet,  
Françoise Berger,  
Alain Dalotel,  
Michel Dreyfus,  
Marius Mouette,  
Véronique Odul,  
Henri Ourman,  
Marie-Laure Patrault  
et John Sutton.

La photographie de la couverture représente un Franc-tireur partisan,  
lors de la bataille de Ménilmontant, en août 1944.  
Elle est signée Henri Guérard ©.

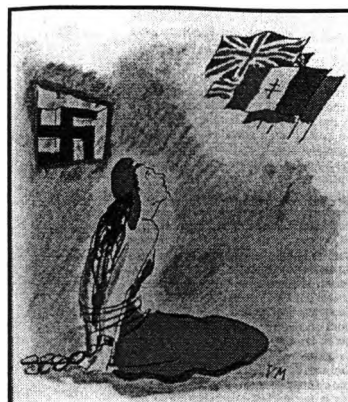
## **Merci**

**à Michel Charzat, député-maire,  
pour son soutien à notre association,**

**à la Mairie du vingtième arrondissement  
et à La Maroquinerie,  
café-littéraire (23, rue Boyer - Paris 20<sup>e</sup> )  
pour leur accueil lors de nos conférences.**

## LA RÉSISTANCE DANS LE XX<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

Marie-Laure PATRAULT.



La Résistance dans le XX<sup>e</sup> arrondissement appartient à l'Histoire plus générale de la Résistance parisienne. De nombreux ouvrages sont parus sur le sujet, mais peu font référence au XX<sup>e</sup>.

L'étude de la Résistance repose pour l'essentiel sur des faits clandestins. La recherche d'informations apparaît difficile, les sources semblant de prime abord inexistantes. Toutefois on ne pouvait imaginer l'absence de Résistance dans cet arrondissement, en raison de ses origines historiques et de sa population habituée à la lutte politique.

Les témoins puis les sources écrites se sont découverts progressivement. Si le temps écoulé permet l'ouverture de certaines archives et l'accès à davantage de données, il a aussi des aspects négatifs : il entraîne l'érosion des mémoires et la disparition inéluctable des témoins de cette période. Bien que généralement de bonne qualité, les souvenirs ne sont plus toujours très exacts, l'écoulement des années ayant tendance à embellir les actions passées et à en gommer les défauts. Il est donc nécessaire de recouper régulièrement les différentes sources d'information – écrites ou orales – afin de cerner la réalité au plus près. Les principales sources de renseignements sur cette période ont été fournies par une dizaine de témoignages d'anciens résistants du XX<sup>e</sup>, alors âgés de 15 à 20 ans et divers documents d'archive :

- les archives de la Police au travers notamment des « Situations de Paris », rapports bimensuels des Renseignements généraux et des dossiers d'audition de certains résistants interrogés par les Brigades spéciales ;

- les archives du Musée de la Résistance nationale de Champigny ;
- les archives du mouvement de résistance « Libération Nord ».

On doit cependant regretter l'impossibilité d'accès à certains dossiers des Brigades spéciales, la disparition des archives de la Mairie du XXe, ainsi que l'«absence » de témoignages de personnages clés comme Henri Krasucki.

Peu avant 1940, le XXe arrondissement, cet arrondissement populaire connaît une forte implantation du communisme. Il voit augmenter sa population suite aux différentes vagues d'immigration des populations de l'Est qui fuient les pogroms et les méfaits du fascisme.

Trois minorités sont présentes au début de la Guerre : les Arméniens, les Grecs, et les Juifs d'Europe centrale. Les actions de résistance émanent principalement des communistes, des socialistes et des gaullistes.

Le courant communiste est constitué de l'organisation clandestine des Jeunesses communistes – le PC est clandestin depuis sa dissolution le 26 septembre 1939 – où se retrouvent des jeunes âgés de 15 à 25 ans (l'un de ses responsables politiques les plus connus est Henri Krasucki), de l'Union des femmes françaises, du groupe Front national police, du groupe CGT-PTT. Enfin, au sein de la MOI (Main d'œuvre immigrée), un des sous-groupes du courant communiste, les membres sont réunis par « groupe de langue » ; de nombreux habitants du XXe appartiennent au groupement juif et parlent le yiddish).

Le courant socialiste est présent avec des antennes du réseau Brutus dont le responsable en zone sud est Gaston Defferre. Il l'est également avec le mouvement « Libération Nord » auquel est rattaché le groupe des Pompes funèbres créé par Marcel Faucher, et le groupe de la Mairie du XXe, avec Xavier Pelladan ; ce dernier groupe est chargé de la constitution de faux papiers permettant d'échapper au STO. Enfin, le groupe Honneur de la Police délivre pour sa part de fausses cartes d'identité. Ces groupes socialistes sont en liaison avec le réseau de la Confrérie Notre Dame de Castille à tendance gaulliste.

Deux autres mouvements gaullistes sont également présents au début des hostilités : le groupe « France libre » dont les membres demeurent aux alentours du métro Pelleport où travaille leur responsable. Il distribue principalement des tracts et prépare un éventuel débarquement allié dès 1940. Son manque de discrétion, (défaut

majeur des premiers mouvements de résistance), est la raison pour laquelle il est rapidement démantelé. Un autre groupe, « Le chevalier d'Ecnarf », repose quant à lui, sur l'association d'un employé de l'hôpital Tenon et d'une employée des Assurances.

Si au début de l'Occupation, la résignation et la coexistence sont de mise, tous ces courants souhaitent, après juin 1941, la chute d'Hitler et du gouvernement de Vichy. Derrière les concessions obligées faites à l'ennemi, naît et grandit un sentiment d'hostilité de plus en plus fort qui aboutira à la Libération ; le Comité local de Libération du XX<sup>e</sup> a alors à sa tête Raymond Bossus et Xavier Pelladan.

Grâce à cette prise de conscience rapide des premiers résistants, due à leur éducation, à leur volonté d'agir, à leur travail, ainsi qu'à leur expérience de la clandestinité (principalement les communistes), la Résistance a pu se développer dans le XX<sup>e</sup> et s'y ancrer jusqu'à la Libération. Les raisons et les formes d'engagement sont propres à chacun, mais la volonté de défendre les valeurs fondamentales – liberté patriotisme, et honneur – est commune à tous. Nombreux sont ceux qui y ont ainsi risqué leur vie. Beaucoup de jeunes présents dans l'arrondissement (la moyenne d'âge des résistants est de 34 ans) ont dû, afin de pouvoir survivre, être projetés sans égard ni préparation dans le monde des adultes et entrer dans la clandestinité ; ils ont ainsi provoqué une coupure totale avec leur vie antérieure. Même s'ils sont revenus vivants de cette épopée, leur esprit en garde des traces indélébiles.

Les différentes sources ont permis d'établir un échantillon portant sur plus de 400 résistants ayant un lien avec le XX<sup>e</sup> ; on dispose ainsi d'informations sur la constitution de cette population résistante. On peut ainsi observer une forte proportion de jeunes aux côtés des plus âgés puisque la moyenne d'âge est de 34 ans et la fourchette de 15 à 72 ans. Proportionnellement à la moyenne nationale (12 %), la présence des femmes du XX<sup>e</sup> dans la Résistance est importante (25 %). Ces chiffres peuvent s'expliquer en partie par le nombre de jeunes, de femmes et de personnes âgées restées dans la capitale. Parmi ces personnes, 38 % d'entre elles sont artisans ou ouvriers mais on rencontre également des commerçants, des enseignants, des employés aux PTT, à l'hôpital Tenon, au métro, à la mairie du XX<sup>e</sup>, dans la Police.

Les activités multiples et diversifiées des résistants ont permis d'agir à différents endroits et divers niveaux, chacun exploitant ses propres possibilités et qualités en utilisant ses relations afin d'agrandir, sans prendre trop de risques, la chaîne de la Résistance. Ceci explique que les premiers groupes se soient formés à partir de liaisons familiales, de cercles d'amis, ou de collègues. Bien que fréquents, les regroupements politiques ne sont pas toujours prioritaires. De plus, chaque groupe a une spécialité : propagande, réseau de renseignements, action armée ou convoyage vers la zone libre.

Les actions de résistances vont donc de la simple propagande, au moyen de tracts lancés sur les marchés ou à la sortie des métros et cinémas, aux « papillons » collés sur les murs et aux journaux clandestins glissés sous les portes ou « abandonnés » dans les stations de métro à l'action armée contre l'occupant. Alors que les groupements socialistes et gaullistes organisent des réseaux de renseignements et de confection de faux -papiers, les Jeunesses communistes font de la propagande et organisent des manifestations. Ils confectionnent des tracts à partir de ronéos ou d'imprimeries clandestines dans le meilleur des cas – assez rarement – ou le plus souvent à partir de petites imprimeries pour enfants ou de la pâte à polycopier servant à l'origine, à dupliquer les menus des restaurants. Ces petites imprimeries sont faciles à cacher dans les appartements ou dans les caves, comme c'est le cas, par exemple, dans la cité ouvrière du 140, rue de Ménilmontant.

Des journaux clandestins propres au XX<sup>e</sup> circulent tels que *L'Éveil du XXe* et *La Voix des Femmes du XXe*<sup>1</sup>. Cette presse est essentiellement à tendance communiste. Ses thèmes sont la résistance à l'ennemi, la mobilisation contre lui, l'appel à des manifestations pour l'amélioration des conditions de ravitaillement, préoccupation première des parisiens ; ils défendent également des slogans politiques vantant les mérites du socialisme et du communisme face au capitalisme.

A partir de 1941, des groupes d'actions armées se forment. Certains résistants du XXe participent à des opérations importantes, tel Fernand Zalkinow, présent aux côtés du Colonel Fabien lors de l'attaque d'un officier allemand à la station de métro Barbès. Plusieurs membres de la MOI et des FTP-MOI tels que Marcel Rajman,

---

<sup>1</sup> Voir le fac-similé page 20-21.

Armenak Manoukian (fusillés le 21 février 1944 après « le procès des 23 »)<sup>1</sup> ou encore Raymond Kojitsky, dit Pivert se planquent dans l'arrondissement.

D'autres résistants partent à Lyon ou à Grenoble où ils retrouvent d'anciens camarades d'école et forment par le biais de la MOI, le groupe Carmagnole-Liberté.

A partir de la fin de l'année 1942, et plus particulièrement au début de l'année 1943, la Jeunesse communiste et une partie de la MOI sont progressivement victimes de dénonciations ou de filatures des Brigades spéciales entraînant ainsi leur "chute" en novembre 1943. Toutefois, à compter du mois de juillet 1944, de nouveaux groupes à tendances pluralistes se reforment et participent activement à la Libération comme c'est le cas lors de l'attaque du train de Ménilmontant.

La Résistance est également présente dans le Centre d'hébergement surveillé des Tourelles, ancienne caserne située sur le boulevard Mortier où séjournent des internés administratifs et politiques. Ce Centre est une plaque tournante d'où partent de nombreux convois en direction de camps comme Drancy ou Pithiviers. Il a pour particularité d'être sous la responsabilité de gendarmes français, ce qui est assez inhabituel. Des réseaux de résistance tentent de s'y former. Des liens s'établissent avec l'extérieur grâce aux visites autorisées permettant des échanges d'informations sur les activités clandestines. Des liaisons avec le personnel de l'hôpital Tenon et la bonne volonté de certains gendarmes favorisent de multiples évasions surtout à partir de l'année 1944.

Quelles qu'elles soient, simple lancer de tracts ou collage d'affiches ou au contraire actions armées violentes, les différentes activités de la Résistance ont toutes un seul et même but : déstabiliser l'occupant et mobiliser la population en vue de la Libération. Elles exigent toutes, de la part des résistants, patience, ingéniosité, détermination et persévérance ainsi que courage et sacrifice de soi car leur prise de risques est grande et leur avenir incertain.

---

<sup>1</sup> cf. *Cahiers de la Mémoire Vivante du XX<sup>ème</sup>*, n° 1, entièrement consacré au Groupe Manouchian.

# LA JOC ET LA JOCF DANS LE XXE ARRONDISSEMENT (1927-1947)<sup>1</sup>

Éric BELOUET \*



Pour qui travaille sur l'histoire d'un mouvement à l'échelon national, le passage à une histoire plus locale se révèle souvent extrêmement stimulant car il permet de mesurer l'écart existant entre la ligne définie au sommet de la pyramide organisationnelle et sa traduction concrète à la base. Mais une telle exploration n'est pas toujours aisée. Faire l'histoire des vingt premières années d'existence du mouvement jociste dans le XX<sup>e</sup> arrondissement s'est ainsi rapidement révélé une tâche particulièrement ardue, ceci pour plusieurs raisons.

La première d'entre elles tient à la pénurie des sources. Les archives nationales de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC/JOCF)<sup>2</sup> sont certes très riches, mais renferment essentiellement des documents portant sur la période de l'après-guerre et émanant presque exclusivement des échelons national et régional du mouvement. Les archives locales n'y figurent pas, d'autant que, s'agissant de la région parisienne, un grand nombre d'entre elles ont été détruites. Mes démarches auprès des principales paroisses de l'arrondissement s'étant elles aussi montrées infructueuses, il m'a donc fallu travailler principalement à partir de témoignages oraux d'ancien(ne)s militant(e)s jocistes du XX<sup>e</sup>. J'ai pu en recueillir une quinzaine, parmi lesquels six ont apporté des éléments directement exploitables<sup>3</sup>. Les

---

1 Conférence du 9 novembre 2000, à la mairie du XX<sup>e</sup> arrondissement.

\* *Doctorant en histoire, Université Paris XIII*

<sup>2</sup> Déposées aux Archives départementales des Hauts-de-Seine, à Nanterre.

<sup>3</sup> Témoignages de Marysette Bellineau-Guingamp, Geneviève Forest, Roger Grisel, Jean Ladent, Jean Monnereau, Charles Poitevin, auxquels j'adresse mes remerciements. Tous ces témoignages, à une exception près, émanent de jocistes ayant appartenu au mouvement de jeunesse dans les années

données ainsi recueillies ont été complétées par la consultation d'archives privées<sup>1</sup> et par la lecture de quelques ouvrages<sup>2</sup>.

Un autre problème est l'évolution constante de l'architecture du mouvement jociste en région parisienne. Le nombre et le contour des sections et des fédérations changent très souvent au cours de la période étudiée, et il est d'autant moins facile d'avoir une vision globale de l'ensemble que la délimitation n'est pas la même pour la branche féminine et pour la branche masculine.

Compte tenu de ces difficultés, il m'a semblé plus pertinent, dans le cadre de cet article, d'opérer un constant va-et-vient entre le cadre général – le mouvement jociste à l'échelon national – et, lorsque cela est possible, sa traduction locale dans le XX<sup>e</sup> arrondissement.

## CRÉATION ET ORIGINALITÉ DU MOUVEMENT JOCISTE

La JOC a d'abord vu le jour en Belgique où elle a été reconnue officiellement en 1925. Sa création en France est l'œuvre de Georges Guérin. Nommé vicaire dans la banlieue ouvrière de Clichy, on lui confie l'animation des jeunes de la paroisse. Bouleversé par le fossé qui sépare les jeunes ouvriers de l'Église, il s'appuie sur l'expérience belge pour créer la JOC française, officiellement reconnue en juillet 1927. L'année suivante, la JOCF, branche féminine du mouvement, voit le jour.

La profonde originalité de la JOC/JOCF tient principalement au fait que ce mouvement d'Action catholique spécialisée se situe au confluent de deux mondes largement étrangers l'un à l'autre : l'Église et la classe ouvrière. Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et plus encore au lendemain de la Première Guerre mondiale, la déchristianisation de la société et, en particulier, celle de la classe ouvrière, devient l'une des sources de préoccupation majeures de l'Église. L'émergence d'un prolétariat urbain, conséquence de l'industrialisation, lui impose d'adapter ses structures. Plusieurs expériences sont mises sur pied par des catholiques sociaux. Mais jusqu'à la création de la JOC, elles ont toutes en commun une démarche quelque peu paternaliste. Ce sont des clercs ou des laïcs des milieux bourgeois qui vont vers les ouvriers dans l'espoir de les rallier. On trouve d'ailleurs une illustration de

---

quarante. Je dispose donc de très peu d'informations concernant les dix premières années d'existence de la JOC dans l'arrondissement, les principaux acteurs de cette histoire étant aujourd'hui décédés.

<sup>1</sup> Je tiens en particulier à exprimer toute ma gratitude à Marysette Bellineau-Guingamp qui a bien voulu mettre à ma disposition ses archives personnelles, en particulier la collection des premiers numéros de *Une seule âme*, le mensuel de la fédération jociste Paris-Est. J'ai pu consulter la suite de cette collection aux Archives historiques de l'archevêché de Paris (cote 8-K-VII).

<sup>2</sup> En particulier Roger Meulliet, *prêtre de Paris. Écrits et témoignages de ses amis*, Paris, Coopérative de l'enseignement religieux de Paris, 1987 ; *Jocistes dans la tourmente. Histoire des jocistes (JOC-JOCF) de la région parisienne, 1937-1947*, Paris, Éditions du Témoignage Chrétien / Les Éditions Ouvrières, 1989 ; Yvan Daniel, Lucien Croci. *Celui qui cherche...*, Paris, Bonne Presse, 1947.

cette démarche à Belleville avec les “Équipes sociales” créées par Robert Garric pour diffuser en milieu ouvrier des éléments de culture afin de limiter les clivages de classe.

Or, la naissance du mouvement jociste témoigne d’une toute autre logique. C’est la première fois qu’est mis en application le principe de “l’apostolat du semblable par le semblable”, l’idée selon laquelle l’évangélisation des ouvriers ne saurait être l’œuvre que des ouvriers eux-mêmes.

L’originalité du jocisme tient également à une spiritualité christocentrique (entièrement fondée sur la personne du Christ ouvrier) et à une pédagogie basée sur l’action (avec le triptyque « Voir-Juger-Agir »). Dans l’esprit de ses fondateurs, la JOC/JOCF se doit d’être tout à la fois une école, un corps représentatif de la jeunesse salariée et un ensemble de services.

### **PREMIERS DÉVELOPPEMENTS (1927-1939)**

La JOC se dote d’emblée d’une structure pyramidale assez classique. À la base il y a la section, qui correspond à une paroisse. Les sections sont groupées en fédérations, lesquelles correspondent, selon l’implantation du mouvement jociste, à une ville ou à un département. En 1942, la JOC/F crée par mesure de sécurité un échelon régional (les “provinces”) entre les fédérations et le secrétariat national. Parallèlement, on trouve les mêmes structures pour les aumôniers, qui n’ont qu’un rôle d’accompagnateurs, les dirigeants du mouvement à tous les niveaux étant les laïcs.

À Paris et dans la région parisienne, les sections jocistes se multiplient à partir de mars 1927 : un groupe d’apprentis à Belleville, une section à Wagram (XVII<sup>e</sup> arr.), une autre à N-D-de-la Gare (XIII<sup>e</sup> arr.), etc. La première section jociste masculine à voir le jour dans le XX<sup>e</sup> arrondissement est celle de St-Germain-de-Charonne. Ses militants participent à la première Journée d’étude de la JOC de la Seine, tenue le 10 juillet 1927 rue Championnet en présence de 200 jocistes représentant 28 sections de Paris et de sa proche banlieue. Parmi les sections représentées, outre celles déjà citées, on trouve les sections de La Chapelle, La Roquette, Javel, Montmartre, St-Hippolyte.

Au cours de ses douze premières années d’existence, la JOC/F connaît un extraordinaire développement. Pour l’ensemble du pays, la JOC masculine passe de 4 200 adhérents (répartis en 157 sections) en 1928 à 45 000 jocistes (pour 1 230 sections) en 1939. Les chiffres sont sensiblement identiques pour la JOCF. Autre signe de cette croissance : en 1939, la *Jeunesse ouvrière*, organe de la JOC, tire à 130 000 exemplaires et la *Jeunesse ouvrière féminine* à 178 000. Par ailleurs, l’implantation de la JOC/F au cours de cette période fait apparaître

deux bastions : le Nord et, surtout, la région parisienne. Ainsi, en 1928, sur les 157 sections que compte la JOC, 86 sont situées dans la Seine et la Seine-et-Oise.

Ces deux données – accroissement important des effectifs et bonne implantation parisienne – expliquent le développement rapide de la JOC/F dans le XX<sup>e</sup> arrondissement. Au début des années trente, on y compte au moins trois sections pour la JOC masculine : Charonne bien sûr, mais aussi Pelleport et N-D-de-la-Croix à Ménilmontant. Nous l'avons dit, la fédération de rattachement des sections du XX<sup>e</sup> a beaucoup évolué au cours de la période, tant dans sa dénomination que dans ses contours géographiques. Pour la JOC, il y a d'abord eu une seule fédération pour tout le département de la Seine. Avec l'accroissement du nombre de sections, elle s'est rapidement scindée en plusieurs fédérations. Le XX<sup>e</sup> dépendait d'abord de la fédération Paris-Nord-Est, puis Paris-Est, dont le siège était situé rue St-Nicolas (XII<sup>e</sup> arr.) et regroupait les XI<sup>e</sup>, XII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> arrondissements ainsi que plusieurs communes de la banlieue Est. S'agissant de la JOCF, nous ne disposons pas d'informations similaires pour la période, sinon que les sections du XX<sup>e</sup> sont elles aussi regroupées au sein d'une fédération Paris-Est.

L'activité des sections jocistes du XX<sup>e</sup> arrondissement, telle que les témoignages nous permettent de la reconstituer, ne diffère guère des activités des autres sections jocistes. On relève toutefois que le militantisme jociste est très contraignant. Les militant(e)s font du porte à porte, recensent tous les jeunes travailleurs et travailleuses de leur quartier et les invitent à participer à une activité “ de masse ”, organisée tous les quinze jours sur un mode festif (réunion de quartier, promenade...). Pour les militant(e)s, un cercle d'études est organisé une fois par semaine auquel s'ajoute un cercle d'études mensuel pour les responsables fédéraux. Il faut aussi préparer et mener au niveau local l'enquête annuelle organisée à l'échelon national par la JOC/F sur les sujets les plus divers (conditions de travail, loisirs, logement, etc.). À ces activités déjà nombreuses s'ajoute la vente du journal à la sortie du métro, à la sortie de la messe ou au porte à porte. Selon le témoignage de R. Grisel, une vente dans la seule “ Cité du 140 ” (rue de Ménilmontant) permettait de placer en moyenne une trentaine de journaux. La vente à la criée donnait souvent lieu à des altercations violentes avec d'autres mouvements de jeunesse.

Pour fêter son dixième anniversaire, la JOC/F organise un grand congrès à Paris en juillet 1937. 80 000 jocistes participent à ce grand rassemblement. La seule section Pelleport y délègue 100 militants, ce qui donne une idée de l'important développement du mouvement dans le XX<sup>e</sup> arrondissement.

## LES HEURES NOIRES DE L'OCCUPATION (1940-1944)

Alors qu'en zone sud, la JOC/F est légale, en zone nord le mouvement est, tout au long de l'occupation, contraint à une semi-clandestinité due à l'ordonnance allemande du 28 août 1940 interdisant les associations <sup>1</sup>. A tous les échelons, l'activité du mouvement s'en trouve sensiblement contrariée : disparition du journal et des autres outils de propagande, impossibilité d'organiser des rassemblements, de porter l'insigne, etc. Même l'organisation des réunions de section requiert la plus grande prudence. Ainsi, dans le XXe, la section des Otages est-elle contrainte de se réunir dans une petite salle à laquelle on ne peut accéder que par le gymnase du patronage du même nom, rue Haxo. C'est dans un local de ce même patronage que C. Poitevin, dirigeant jociste du XXe et réfractaire au STO, se cache des autorités, de 1943 jusqu'à la Libération.

Cette période est également celle d'une réorganisation des sections jocistes de la partie Est du département de la Seine. Pour la JOC masculine, la fédération Paris-Est se scinde en trois, parmi lesquelles une fédération (conservant la dénomination Paris-Est) ne regroupant que les XI<sup>e</sup>, XII<sup>e</sup>, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> arrondissements. Quant à la JOCF, vers 1942-1943, l'ancienne fédération Paris-Est se scinde en deux : d'un côté la banlieue, de l'autre la partie parisienne comprenant les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> arrondissements.

La JOC masculine, dans le XX<sup>e</sup>, comptait deux responsables : Jean Monnereau pour le sud de l'arrondissement, Jean Ladent pour la partie nord (Ménilmontant-Belleville), où il avait remplacé Ernest Etavard. Notons que Monnereau et Ladent sont ensuite devenus permanents jocistes, l'arrondissement ayant fourni plusieurs fois des cadres importants au mouvement.

L'activité des sections jocistes au cours de cette période ne diffère pas, là encore, de celle des autres sections parisiennes et, plus généralement de toutes celles de la zone occupée. Les témoignages recueillis font surtout mention d'épisodes particulièrement douloureux voire dramatiques. Ainsi, un défilé jociste, organisé, en dépit des règles élémentaires de prudence, entre une messe et une session de formation, se solde en 1942 par l'arrestation des militants, relâchés quelques heures plus tard. Plus grave est le cas de René Billot. Fils de militants communistes, ce dernier n'adhérait pas à la JOC mais en était un sympathisant, apportant son aide aux jocistes à l'occasion d'opérations ponctuelles. Il est abattu par la Milice le 13 mai 1944 lors de la distribution d'un tract jociste au métro Pelleport

---

<sup>1</sup> Sur la JOC/F en zone occupée, cf. H. Bourdais, *La JOC sous l'occupation allemande. Témoignages et souvenirs de Henri Bourdais, vice-président national de la JOC à Paris de 1941 à 1944*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1995.

contre les tentatives du pouvoir en place d'instaurer une jeunesse unique (« *Jeunesse unie, oui ! Jeunesse unique, non !* »).

## DE LA LIBÉRATION AU REFLUX (1944-1947)

La période qui suit immédiatement la Libération est marquée par un extraordinaire développement du mouvement jociste, tant au niveau national qu'à Paris. Symboles de cette vigueur retrouvée, deux rassemblements réunissent un nombre conséquent de participants. Le premier, en octobre 1944, est le défilé parti de l'angle de la rue de Bagnolet et de la rue des Pyrénées et qui aboutit devant la mairie du XXe, où Georges Montaron, leader de la JOC parisienne et qui assumera pendant près de cinquante ans la direction de l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*, prononce un discours remarqué. Le second est le meeting organisé le 9 décembre de la même année par la JOC/F parisienne au Vélodrome d'hiver, auquel participent 20 000 jocistes.

Aux raisons liées à la période elle-même (liberté retrouvée, soif d'engagement de la jeunesse, etc.) s'ajoutent, pour comprendre ce nouvel essor du mouvement jociste, la diversification de ses structures. Ainsi, lors des bombardements de l'été 1944, la JOC/F a mis sur pied un service, les Équipes d'entraide ouvrière (EEO) qui a incontestablement permis un recrutement plus large. Certains jeunes, qui ne souhaitaient pas adhérer directement à la JOC/F, ont adhéré aux EEO. Dans le XXe, le mouvement avait un local situé rue Haxo pour recruter dans les EEO. L'activité de ce service consistait essentiellement à venir en aide aux sinistrés puis, après la Libération de la capitale, à soutenir les prisonniers rapatriés et à distribuer de la nourriture aux familles les plus éprouvées.

Ce développement dans l'arrondissement est tel que la JOC masculine y compte neuf sections en 1945 (Pelleport, St-Fargeau, Charonne, Pyrénées, St-Blaise, La Réunion, Ménilmontant, ...). Cinq d'entre elles sont alors solidement implantées et quatre autres sont en voie de structuration. Du côté de la JOCF, on compte cinq sections dans le XXe : La Plaine, Don Bosco, Charonne, Pelleport et Ménilmontant. Elles sont regroupées au sein de la fédération Paris-Est qui comprend également le XIXe (5 sections), le XVIIIe (3 sections) et le XVIIe (2 sections). La seule sections JOCF de Ménilmontant atteint, en juin 1944, 150 jeunes filles, réparties selon leur niveau d'engagement : 47 « sympathisantes », 71 « influencées », 32 « affiliées » (dont 23 militantes et 7 dirigeantes). La fédération Paris-Est fait même paraître le mensuel *Une seule âme*, outil assez exceptionnel à l'échelle d'une fédération jociste. Cette publication est due en grande partie à l'influence de l'abbé Meuillet, aumônier de la fédération jociste Paris-Est, qui semble avoir eu une grande influence sur les jocistes de l'arrondissement. Celui-ci attachait une grande importance à la presse, ce qui le conduisit

d'ailleurs, en 1945, à transformer le bulletin paroissial en un véritable journal de quartier (*L'Ami de Ménilmontant*, devenu en 1948 *L'Ami du XX<sup>e</sup>*, qui existe toujours). En 1962, après 25 ans passés dans le XX<sup>e</sup> (à N-D-de-la-Croix à Ménilmontant puis à St-Germain-de-Charonne), Meuillet devient directeur du bureau de presse de l'archevêché de Paris et délégué des moyens de communication sociale.

L'euphorie que connaît la JOC/F au lendemain de la Libération est de courte durée. Elle a été marquée par le retour massif des jocistes prisonniers, déportés ou requis STO, auxquels s'ajoutent tous ceux qui les ont remplacés sous l'occupation. Bien vite, un grand nombre d'entre eux, en âge de se marier, quittent le mouvement. L'encadrement de la JOC/F, à tous les échelons, s'en trouve décimée. Les effectifs fondent et le mouvement enregistre en 1947 d'importantes difficultés financières. Ainsi, au niveau national, le nombre de permanents de la JOC masculine passe d'une centaine en 1946 à 70 en 1947 et à moins de 50 l'année suivante.

Ce reflux n'épargne pas le XX<sup>e</sup>. Dans cet arrondissement, le nombre de sections passe, pour la JOC masculine, de 9 en 1945 à 3 en 1947 ! S'ouvre alors une période de stagnation dont le mouvement ne commencera à sortir qu'au début des années cinquante.

## LE PÈRE-LACHAISE PENDANT LA GUERRE

Extraits du livre de Danielle Tartakowsky, *Nous irons chanter sur vos tombes*, Aubier, Paris, 1999.

*Le Père-Lachaise occupe une place privilégiée dans l'histoire parisienne. Mémoire collective de l'histoire ouvrière de l'Est parisien, ce cimetière, fondé en 1804, véritable « espace du deuil civique », a accueilli des centaines de morts célèbres ou anonymes et de très nombreux rassemblements politiques, assez surprenants dans un tel lieu. Cet « usage politique » du Père Lachaise débute dès la restauration et se renforce après la Commune. Qu'en fut-il de la difficile période de l'Occupation ? Danielle Tartakowsky nous présente ici quelques éléments de réponses.*



### « SOUS HAUTE SURVEILLANCE »

En 1939, la guerre engagée affecte jusqu'aux cimetières. Les cortèges motorisés roulant au pas, jusqu'alors admis dans les nécropoles, sont interdits dès le début du conflit. Cette disposition justifiée par les circonstances et le manque de carburant exclut que ceux qui sont venus faire cortège au défunt puissent suivre le corbillard en corps au rythme convenu. Elle pénalise plus lourdement ceux des rites célébrés dans le cimetière à l'exclusion d'autres lieux. Le culte israélite l'est, à ce titre, plus que d'autres, mais ici sans intention ségrégative.

Puis viennent l'Occupation et, avec elle, des préoccupations différentes. Le 3 juin 1941, le conservateur du Père-Lachaise est consulté par le service des promenades sur le point de savoir si, « comme il est de tradition chaque année, il conviendra d'orner de géraniums rouges la plate-bande qui longe le Mur des fédérés ».

La question des épitaphes, disparue depuis février 1934, resurgît en juillet 1942 et donne lieu à des applications rétroactives, ce qui est sans précédent. Dans la ligne de mire se trouvent les sépultures des antifascistes et autres victimes de la répression. Une lettre recommandée de juillet 1942, communiquée pour information à la conservation du Père-Lachaise le 4 août, prie les familles concernées de bien vouloir faire enlever ou disparaître les plaques déposées ou inscriptions gravées sur les tombes désignées à leur attention dans un délai d'un mois, « *conformément aux instructions de l'autorité supérieure* ». Passé ce délai de rigueur, l'administration fera procéder d'office à cette suppression. Sont concernées, à notre connaissance, la tombe de Charles Lorne, pour la plaque de marbre portant « *Sa vie a été supprimée en pleine jeunesse* », encadré de deux drapeaux rouges, celle des frères Rosselli pour son épitaphe en langue italienne: « *Insieme assassinati il 9 giugno 1937. Insieme aspettano che il sacrificio della loro gioventù affretti in Italia la vittoria della loro ideale giustizia e libertà* » et celles encore du docteur Domanski Dubois : « *Volontaire des brigades internationales, médecin chef de la 35e division de l'armée républicaine espagnole, tombée sur le front de la liberté* », de Virgilio Diaz et de Gerda Taro, portant aujourd'hui l'une et l'autre des traces d'effacement manifestes.

Quelques mois encore et un notaire juge utile de s'enquérir auprès de l'administration du caractère légal ou non des concessions perpétuelles détenues par des juifs. Non sans un excès de zèle de la part des responsables de ces initiatives, semble-t-il. L'administration consultée par le pointilleux notaire confirme le bien-fondé des concessions perpétuelles détenues par les juifs, en avançant des arguments strictement juridiques. Elle invoque ainsi la loi du 17 novembre 1941 réglementant leur accès à la propriété foncière et poursuit: « *Si un juif peut acquérir un immeuble pour y habiter avec ses ascendants et descendants ou pour y exercer une profession, de plano, il a le droit d'acquérir une concession destinée à fonder une sépulture de famille.* » Cette manière de voir est renforcée par le fait que « *les concessions de terrain dans un cimetière (qui fait partie du domaine public de la commune) ne constituent pas une vente, mais seulement une permission d'occupation sous certaines conditions (...)* ».

La lecture de ces textes confirme bien que l'intention du législateur a été d'interdire aux juifs de détenir sans contrôle des immeubles dans un but spéculatif de placement. « *Il est bien évident qu'une concession de terrain ne saurait être assimilée à cette catégorie*

*d'immeubles* ». Le directeur des affaires municipales, interrogé sur l'opportunité de planter des géraniums rouges, répond: « *Ceci a été fait de temps immémorial [sic], continuez.* » Enfin, les épitaphes des tombes pour lesquelles les familles n'ont pas obtempéré sont demeurées en place. C'est le cas de celles des frères Rosselli et, partiellement, du docteur Domanski-Dubois.

En janvier 1938, un film consacré à Vaillant-Couturier s'achevait sur une séquence de ses obsèques montrant la sépulture de Barbusse, mais non le Mur. Un épilogue, rajouté à la Libération, s'attarde sur sa tombe « *que l'ennemi surveillait* » et, cette fois, sur le Mur voisin. Une femme dépose furtivement une fleur tandis que, dans l'allée, veille un soldat allemand. Mais ces images qui pourraient attester du bien-fondé des inquiétudes des autorités sont évidemment fictives et les investissements politiques de cet espace redouté demeurent, au total, limités pendant les années d'Occupation.

Les enterrements d'aviateurs alliés décédés lors de parachutages ont fréquemment été l'occasion de manifestations patriotiques, d'inspiration gaulliste mais souvent nées à l'initiative de la population concernée. S'agit-il de villages et les obsèques mobilisent souvent une proportion considérable d'habitants, comme de coutume face à la mort; de plus grandes villes, et ils peuvent devenir le prétexte de pèlerinages ultérieurs. Ces pratiques finissent par inquiéter les Allemands, qui s'attaquent à ces manifestations sous couvert, valant aux cimetières de renouer avec des usages qu'on croyait révolus. A Vannes, une inhumation se trouve coïncider avec le 11 Novembre. Ils s'y opposent. En Haute-Savoie, ils obligent à procéder de nuit. Ils interdisent, encore, le déroulement d'un cortège à Gex, menacent Saint-Malo de sanctions collectives et procèdent parfois à des arrestations. Pour d'évidentes raisons stratégiques, ces démonstrations concernent, presque toujours, la zone occupée, et plus particulièrement la Bretagne, cible de choix des parachutages et région forte d'une tradition anglophile.

Le Père-Lachaise n'est évidemment pas touché. Mais les manifestations qu'il abritait traditionnellement épargnent aussi bien cet espace devenu trop prévisible et trop facilement susceptible de se muer en souricière.

En mai 1940, la SFIO, seule à même de perpétuer le cortège au Mur dans la légalité, s'en est abstenue. Elle ne renouera avec lui qu'à la Libération. Le Parti communiste devenu clandestin se réclame au contraire de la tradition. Le 20 mai 1940, *L'Humanité* clandestine appelle à « *ne pas oublier d'honorer la mémoire de la Commune, dimanche 26 mai* », sans autre directive. Elle reproduit, un an plus tard, quelques vers d'Eugène Pottier et un article intitulé « *25 mai 1941, journée traditionnelle du pèlerinage du peuple de Paris* » évoque cependant ce cortège au conditionnel : « *la France était encore libre, c'est par centaines de milliers que les travailleurs auraient défilé...* », pour inviter finalement les femmes et enfants à venir déposer la fleur du souvenir. Son numéro suivant décrit « *le Père Lachaise [...] envahi par la police parisienne et la Feld-gendarmerie [venue] empêcher tout cortège* » et conclut : « *A défaut de couronnes, d'humbles fleurs furent jetées sur les tombes de nos martyrs.* »

Les rapports de la Préfecture de police attestent de tracts et papillons effectivement distribués et d'une importante propagande verbale auprès des femmes et enfants pour ainsi répondre à l'officielle "journée des mères". Ils recensent 80 personnes devant le Mur et les tombes qui lui font face dans la matinée du 25, 1300 l'après-midi, dont une très forte majorité de femmes, certaines poing levé, 200 à 300 personnes, de nouveau, le 1<sup>er</sup> juin, individuellement, et 50 encore la semaine suivante. Sans dépôt de fleurs.

Les réorientations stratégiques du Parti communiste le conduisent ensuite à privilégier des manifestations d'un autre ordre. En 1942, des inscriptions appellent à aller au Mur, mais les dirigeants reviennent *in extremis* sur cette directive et conseillent de ne pas se rendre dans les cimetières. « *Le meilleur moyen de célébrer la Commune, c'est de combattre* » écrit *L'Humanité*. Dans la nuit, une banderole rouge est cependant déposée sur la poitrine de la femme ornant le monument de Moreau-Vauthier, avec l'inscription « *Aux morts de la Commune, les régions communistes de Paris* ». Puis, plus rien l'année suivante, de l'aveu même de *L'Humanité* : « *Depuis que les boches occupent notre pays, ce pèlerinage annuel ne peut avoir lieu.* »

Les différences entre socialistes et communistes s'accroissent au sortir de la guerre.

## LA PRESSE DE LA RÉSISTANCE DANS LE XX<sup>e</sup><sup>1</sup>



Les quelques exemplaires de journaux de la Résistance ayant pu être conservés dans les Archives nationales ou départementales sont des témoignages souvent très émouvants des difficultés quotidiennes auxquelles étaient confrontées les populations soumises à la fois à la pression de l'Occupant et à celle du Gouvernement de Vichy.

Bien que le vingtième arrondissement, comme l'attestent les différents articles de cette revue<sup>2</sup> ainsi que d'autres témoignages, ait été un lieu important de la Résistance parisienne, on ne trouve que peu de journaux locaux de cette époque. Nous présentons cependant, dans la double-page suivante, la reproduction d'un numéro de *La voix des femmes*, édité en mai 1943 par le Comité du 20<sup>ème</sup> arrondissement de l'Union des femmes pour la défense de la famille et la Libération de la France<sup>3</sup>.

On peut constater, dans ce journal réduit à une page recto-verso, ronéotypé clandestinement et distribué à la sauvette - avec les risques que l'on sait, trois types de préoccupations. La première relève des difficultés de la vie quotidienne de ces femmes, parmi lesquelles de nombreuses épouses de prisonniers restées seules pour subvenir aux besoins de leur famille, préoccupées par les problèmes de ravitaillement et de transport. Certaines parviennent à se mobiliser pour réclamer leur dû : charbon, cartes d'alimentation, rations de pain, points de textile, etc..

La seconde ligne directrice du journal est plus politique : elle rend hommage aux militantes déportées et appelle les habitantes du vingtième à montrer, malgré les circonstances, leur engagement politique, par la symbolique du 1er mai, entre autres. Enfin, la nouvelle de la constitution du Comité de Libération nationale, à Alger, permet de relancer l'espoir et d'appeler au soutien à la Résistance.

---

<sup>1</sup> Recherche documentaire de Véronique Odul et texte de Françoise Berger.

<sup>2</sup> Mais aussi des précédents *Cahiers de la Mémoire du XX<sup>e</sup>*.

<sup>3</sup> Source du document présenté ici : BNF Rés-G-1470 (425), mai 1943.

# LA VOIX DES FEMMES

---

ÉDITÉ PAR L'UNION DES FEMMES POUR LA DÉFENSE DE LA FAMILLE  
ET LA LIBÉRATION DE LA FRANCE - COMITÉ DU 20<sup>ème</sup> ARRONDISSEMENT

---

## MARIE-THÉRÈSE FLEURY ASSASSINÉE PAR LES BOCHES

-----

Une triste nouvelle nous parvient ces jours-ci, notre ami Marie-Thérèse FLEURY, femme du conseiller municipal du 20<sup>ème</sup> FLEURY, maman d'une fillette de 9 ans, vient de mourir dans les bagnes de la déportation allemande.

Employée des postes à Pelleport, notre amie fut arrêtée il y a 15 mois par la police de Laval sous les ordres des boches. Après un long séjour au fort de Romainville où, avec des centaines de femmes, elle connut les multiples souffrances de la faim et de la détention.

En janvier, déportée en Allemagne, nous ne devions plus avoir aucune nouvelle d'elle.

Aujourd'hui, elle n'est plus.

Les femmes et les mamans du 20<sup>ème</sup> s'inclineront bien bas devant le souvenir de cette militante. A ses parents, à son cher compagnon, à sa petite fille, nous adressons notre sympathie douloureuses.

Nous les mamans rassemblées dans l'Union des femmes pour le soutien de la famille et la Libération de la France, jurons de venger notre amie, de faire payer cher aux policiers de Laval et aux boches le crime monstrueux commis sur une maman de France, dont la gloire fut d'être une ardente patriote.

Femmes du 20<sup>ème</sup>

Il faut sauver toutes ces Françaises déportées en Allemagne avec la complicité de Laval et de Pétain. C'est pour les tuer lentement qu'on les a déportées. Leur crime est d'aimer la France. Il faut protester avec force contre l'assassinat de ces femmes. Envoyez des lettres de protestation à De Brinon. Le peuple de Paris doit empêcher que s'accomplissent de tels crimes.

---

POUR LES 500 GRAMMES DE PAIN PAR JOUR  
LES FEMMES DU 20<sup>ÈME</sup> MANIFESTENT À BELLEVILLE, À MÉNILMONTANT.

-----

La presse et la radio nous racontent chaque jour que la soudure sera difficile, on exhorte les paysans à donner leur blé, alors que les suppôts de BONNAFOU et de LAVAL ont déjà tout volé notre blé et l'ont livré à leurs maîtres boches.

Les mamans ont compris que ces bandits préparent une diminution de notre maigre ration de pain, aussi répondirent-elles nombreuses à l'appel de l'Union des femmes. Au mois d'avril, à Belleville, rue de Ménilmontant le 5 mai, elles descendirent dans la rue, des nuées de policiers en civil et casqués, des cars de police étaient prêts.

Les femmes par leur attitude digne démontrèrent à la police de Laval qu'elles ne tombaient pas dans la provocation, mais elles sont prêtes à défendre par tous les moyens le pain de leurs enfants.

Il est possible de donner 500 grs. de pain par jour, puisque toutes les fausses cartes et les cartes supplémentaires sont honorées.

EXIGEONS 500 GRS DE PAIN PAR JOUR.

---

MAMANS ! Ne laissez pas partir vos fils de 20 ans en Allemagne. Il faut les retenir en France malgré les menaces de Laval, une mère sait souffrir pour son enfant. Si vous le laissez partir, vous ne le reverrez plus. Là-bas, ils sont exposés à la mort sur le front de l'Est ou dans les usines bombardées. GARDEZ-LES, c'est le seul moyen de les sauver.

## LES FEMMES DE PRISONNIERS

Le 10 avril à la Maison du prisonnier place Clichy, de nombreuses femmes de prisonniers du 20<sup>ème</sup> venaient réclamer pour leur maris au sujet de capotes et de vêtements qui devaient leur être distribués et qui ne l'ont jamais été.

Les 200 femmes présentes obtinrent des dirigeants l'assurance que 300.000 points de textiles étaient à leur disposition et qu'elles devaient les réclamer à leur maison du prisonnier de leur arrondissement respectif. Femmes de prisonniers, allez réclamer ces points dont vous avez besoin. Pour vos chers prisonniers, vous devez être exigeantes, c'est un devoir. N'écoutez pas les discours, exigez des actes. Réclamez ce dont vous avez besoin pour vos prisonniers.

Unissez-vous, à cette seule condition vous serez fortes et hâterez ainsi l'heure de la Libération de ceux qui vous sont chers.

---

## ORGANISATION DE LA RÉSISTANCE CONTRE LA DÉPORTATION DANS LES ATELIERS.

---

Nous avons en mains une feuille distribuée à l'Impera lone, rue du Télégraphe, rédigée moitié en français moitié en allemand. Cette feuille qui est un questionnaire complet sur les ouvrières, leurs aptitudes, leur formation, doit être remplie par l'ouvrière et remis à la direction qui, « cela on ne nous le dit pas », le remet à la direction du travail boche.

Ouvrières, refusez de remplir et signer ces fiches. C'est votre déportation que l'on prépare ainsi. Unissez-vous, formez des comités de résistance. Résistez, la Libération approche.

---

## LES MÉNAGÈRES PROTESTENT ! !

---

Il y a quelques semaines les ménagères faisaient la queue à la mairie du 20<sup>ème</sup> pour retirer leurs cartes de charbon. Certaines étaient là depuis 3 ou 4 heures et n'avaient même pas déjeuné lorsqu'on leur annonça que le bureau fermait. Elles protestèrent avec énergie et quand les flic voulurent les faire circuler, leur colère fut à son comble. Toutes ensemble d'une seule voix se mirent à crier « Ne nous touchez pas ou nous ne répondons pas de nous » ; « Allons en délégation auprès du maire pour exiger d'être servie tout de suite.

Devant une telle énergie, les flics ont reculé. Bravo les ménagères ! ! Vous avez montré qu'unies nous pouvons agir et que la police de Laval a peur de votre colère.

---

## CONTRE LA FERMETURE DE LA STATION ST FARGEAU ET LA MISE EN SERVICE DE L'ASCENSEUR DE LA STATION PYRÉNÉES

Les habitants du quartier St Fargeau se trouvent grandement lésés par la fermeture de la station du métro St Fargeau ce qui les oblige à faire à pied beaucoup de chemin. Il est vrai que ces quartiers populeux n'intéressent pas beaucoup ces messieurs de la direction du métro. Ils préfèrent que restent ouvertes les stations des grands quartiers de la capitale (comme Iéna, station très peu fréquentée) mais qui desservent les grands hôtels.

---

## DU MUGUET POUR LES FRANCS-TIREURS PARISIENS.

---

Le jour du 1<sup>er</sup> mai, les femmes ont vendu le traditionnel brin de muguet au profit des francs-tireurs. Le geste généreux de la ménagère, de l'industriel, des ouvriers, du cheminot, de la femme de prisonniers nous ont permis de recueillir plus de 2.200 Frs de bénéfice en une seule journée.

Bravo les femmes ! Encourageons toujours davantage ceux qui luttent si hardiment à la Libération de notre beau pays. Soyons dignes du groupe « Victor Hugo » que nous parrainons, déjà cité 2 fois à l'honneur pour ses actions.

Faites-nous parvenir pour eux vos dons en argent et en nature.

Vive les Francs-tireurs !

---

## POUR LA CONSTITUTION D'UN VÉRITABLE GOUVERNEMENT FRANÇAIS

---

C'est avec une satisfaction évidente que les femmes françaises ont appris l'accord intervenu entre les généraux De Gaulle & Giraud et la constitution du comité de libération de la France. Un tel comité de libération a l'appui de l'ensemble du peuple de France par l'intermédiaire des groupements de résistance. Avec la constitution de ce premier gouvernement français, la France aura droit de cité et retrouvera toute sa grandeur auprès de ses alliés russes anglais et américains.

L'heure approche où la bête fasciste sera écrasée et le monde retrouvera le bonheur dans la Paix et la Liberté.

---

## (suite) LES MÉNAGÈRES PROTESTENT

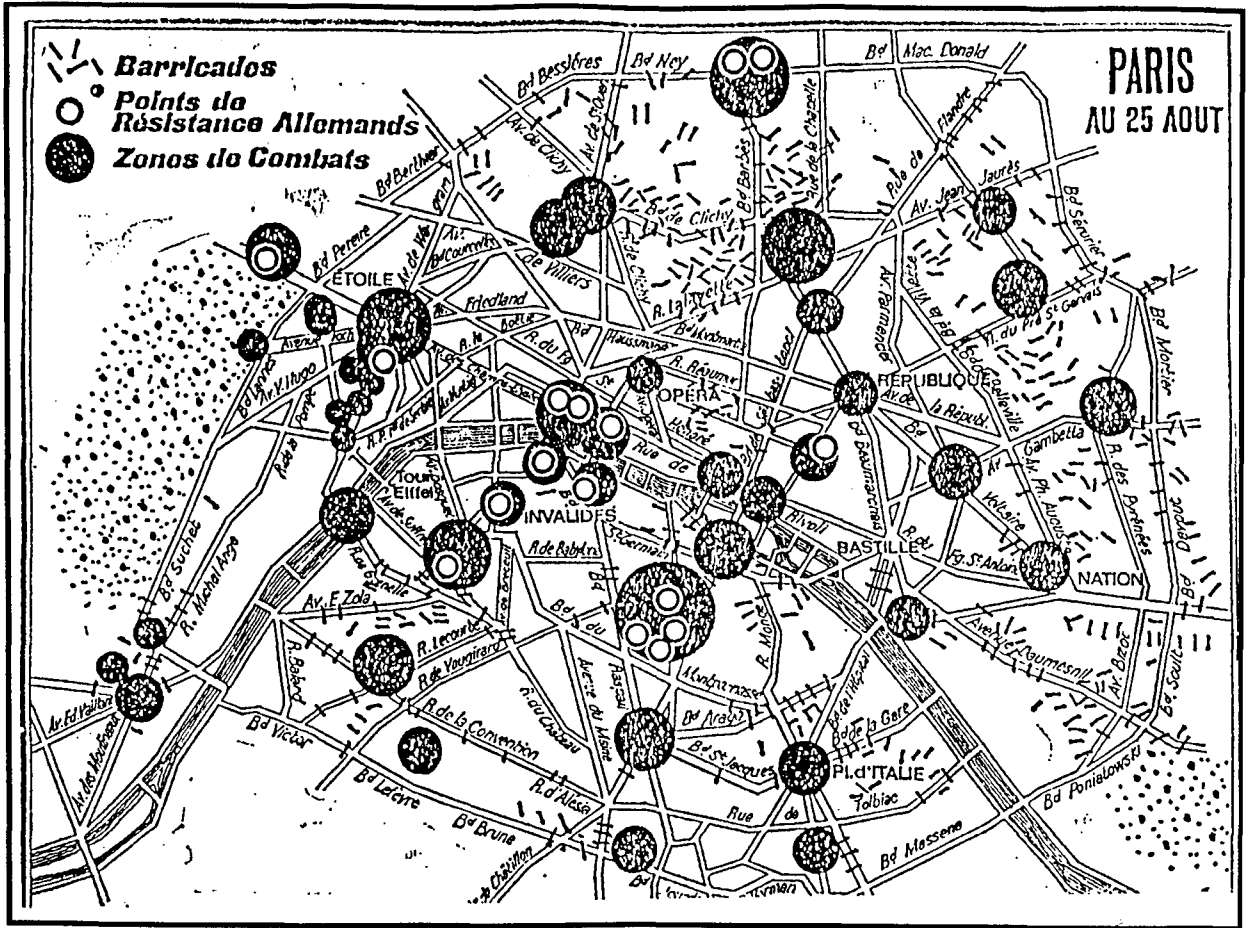
---

Fin mai, lors de la distribution des cartes d'alimentation au bureau de Ménilmontant, les ménagères manifestèrent leur mécontentement d'avoir à attendre si longtemps et contre la brutalité d'un triste individu de la défense passive qui avait pris à partie un vieillard.

MÉNAGÈRES : Protestez contre la bureaucratie et leurs plats exécutants.

# LES DERNIÈRES BARRICADES DANS PARIS

(SITUATION AU 25 AOÛT 1944)



## VINGT-TROIS ÉTRANGERS ET NOS FRÈRES POURTANT...

*Simon Rayman fut arrêté le 17 novembre 1943, à l'âge de seize ans pour son action dans la Résistance et interné pendant un an et demi au camp de concentration de Buchenwald. Né à Varsovie, il est arrivé en France à l'âge de quatre ans. Son frère, Marcel, a été fusillé par les nazis au Mont Valérien le 21 février 1944, en compagnie de vingt-et-un de ses camarades du Groupe Manouchian. Entretien réalisé le 22 février 2000.*



*Tombe de Marcel Rayman au Père Lachaise (photographie d'Alain Dalotel ©)*

### **Q. Dans quelles circonstances votre frère, Marcel a-t-il rejoint la Résistance ?**

R. Mon frère travaillait avec notre père, comme ouvrier tricoteur, au 1 rue des Immeubles Industriels, près de la place de la Nation. Lors de la rafle anti-juive organisée par la police française, le 20 août 1941, trois ou quatre inspecteurs des Brigades spéciales ont déboulé chez nous. Marcel a supplié les inspecteurs de l'emmener à la place de notre père. Mais ils sont restés intraitables. Avant, mon frère se disait pacifiste. Le jour où on a emmené mon père, il avait conscience qu'il ne reviendrait plus jamais. Cet événement a déclenché en lui la haine des Allemands et une soif de vengeance. Depuis le début de l'Occupation, il militait dans des mouvements de jeunesse. Il a rejoint le deuxième détachement des Francs tireurs et partisans-Main d'œuvre immigrée (FTP-MOI) en septembre 1942. J'ai demandé à mon tour à m'engager dans la résistance armée. Cela m'a été refusé car on n'admettait pas plus d'un combattant par famille.

### **Q. Comment s'organisait votre vie sous l'Occupation ?**

R. Nous vivions avec de faux papiers au nom de Rougemont. Mais les règles de la vie clandestine étaient très difficiles à respecter en permanence. Le dimanche, pour nous détendre mon frère et moi participions à des courses de natation à la piscine de Pantin

ou à celle des Tourelles (Porte des Lilas). Quand je suis rentré de déportation, je suis retourné à mon ancienne adresse, boulevard Soult. Le gardien de l'immeuble avait gardé une valise pleine de photos et de papiers m'appartenant. Je l'ouvre, et je lis le premier papier qui me tombe sous la main : "Nous avons perdu le match contre l'ASPTT parce que les frères Rougemont ne se sont pas présentés." Nous avons été arrêtés quelque temps auparavant...

**Q. Comment se déroulaient les distributions de tracts ?**

R. J'ai distribué des milliers de tracts de plusieurs façons. Nous allions à la sortie des cinémas le soir ou au terminus des autobus, au métro Château de Vincennes aux heures de pointe. Il fallait avoir le coup de main pour lancer une pluie de tracts sans se faire repérer : le paquet montait en entier et il s'éparpillait sur le trottoir. On les jetait également du haut des immeubles.

**Q. Dans quelles circonstances avez-vous été arrêté ?**

R. J'ai été suivi une dizaine de fois. Connaissant la tactique de filature de la police française, je réussissais parfois à tromper leur surveillance. Ils envoyaient une dizaine de gars dans le coin où ils m'avaient perdu à la précédente filature. Un jour ils m'ont vu sortir de la bouche du métro Porte Dorée. Le lendemain, ils avaient placé une trentaine de policiers avec ma photo pour surveiller toutes les sorties de métro et les arrêts de bus entre Mairie de Montreuil et la Porte de Charenton. J'habitais alors au n° 68, boulevard Soult, près de la Porte de Vincennes, et mon frère, Marcel, à la Porte des Lilas. J'ai été arrêté le 17 novembre 1943, le lendemain de l'arrestation de mon frère. Mais j'ai eu de la chance. J'ai caché des armes chez moi, boulevard Soult pendant des mois. Marcel est venu les chercher huit ou dix jours avant mon arrestation. C'est probablement ce qui m'a sauvé. Les camarades armés ou chez qui on a trouvé des armes ont presque tous été fusillés.

**Q. Quel souvenir gardez-vous de Marcel ?**

R. Deux ou trois jours après son arrestation, j'ai pu parler une heure avec mon frère dans la Tour pointue de la Préfecture de Police, en présence de notre mère, mais gardés par dix flics armés de mitraillettes. La dernière image que j'ai de lui est d'un homme calme, prenant les choses avec philosophie. Il m'a touché la main et m'a dit mot à mot : "Pour moi, c'est fini. Je ne suis pas surpris, je m'y attendais. La seule chose que je regrette c'est de ne pas avoir fait plus d'actions. Si chaque Juif en avait fait autant que moi, il n'y aurait plus d'armée allemande." Il s'inquiétait pour nous et espérait que je m'en tirerais pour m'occuper de notre mère. C'est la dernière fois de ma vie que j'ai vu ma mère et que j'ai parlé à mon frère. Dans sa dernière lettre, Marcel a écrit à notre mère : "Ma chère maman, quand tu liras cette lettre, je suis sûr qu'elle te fera une peine extrême, mais je serais mort depuis un certain temps, et tu seras consolée par mon frère, qui vivra heureux avec toi et te donnera toute la joie que j'aurais voulu te donner..."

**Q. Quand avez-vous rencontré Missak Manouchian ?**

R. Le premier jour de mon arrestation. Dès que je suis rentré dans la salle 23 de la Préfecture de police, j'ai été frappé par la silhouette d'un homme de taille moyenne, qui marchait des heures durant devant la fenêtre couverte d'un papier bleu et opaque. Il avait l'air accablé. Le même jour, les policiers ont amené une jeune femme qui marchait avec difficultés. A ceux qui voulaient la reconforter, elle répondait : "Ne vous inquiétez pas, ça ira, ça ira très bien...". Elle encourageait tous les camarades arrêtés à ne pas livrer de noms, même sous les coups de nos tortionnaires, et proposait de l'eau à ceux qui sortaient d'une séance d'interrogatoire. C'était une vraie mère pour tout le monde. J'ai appris plus tard qu'il s'agissait d'Olga Bancic (NDLR : responsable du dépôt d'armes, elle sera décapitée à la hache à Stuttgart le 10 mai 1944, jour de ses 32 ans). Au début, je n'ai eu à subir que quelques coups de poing, c'était supportable. Mais les jours suivants, j'ai été frappé pendant une heure à coup de nerf de bœufs par les commissaires des Brigades spéciales, Gaston Barrachin et Fernand David. Ils se mettaient à cinq pour me taper. Je me suis énervé, j'ai renversé par terre tout ce qui se trouvait sur le bureau des inspecteurs principaux. Ils ont gueulé comme des putois et je les ai traité de "salopards".

**Q. Quand vous êtes rentré du camp de Buchenwald, avez-vous retrouvé certains de vos camarades de déportation ?**

R. J'ai retrouvé la plupart de mes compagnons de déportation. J'ai eu la chance de ne pas être interné en tant que "Juif". J'étais considéré comme "Juif" aux Brigades spéciales n° 2 des Renseignements généraux, j'étais inscrit en tant que "Juif" sur les registres de la prison de Fresnes et du camp de Compiègne (Oise), mais lors de mon arrivée au camp de concentration de Buchenwald, le 19 janvier 1944, j'ai réussi à obtenir le triangle rouge des "politiques" avec le "F", pour Français. Grâce aux détenus communistes et socialistes allemands et autrichiens, qui occupaient des postes dans l'administration du camp, et m'ont inscrit comme Français, j'ai pu échapper à Auschwitz. Les souvenirs de cette époque ne me quitteront jamais parce j'ai perdu toute ma famille : mon père, ma mère Chana, et mon frère Marcel.



Simon Rayman et Henri Karayan (photographie d'Alain Dalotel ©)

**Q. Certains ont accusé la direction du PCF d'avoir "abandonné" les FTP-MOI parisiens à leur sort. Qu'en pensez-vous ?**

R. La polémique a éclaté lorsque Mélinée, la veuve de Missak Manouchian, a lancé des accusations contre Boris Holban (*NDLR : responsable militaire des FTP-MOI jusqu'à son remplacement par Missak Manouchian, en août 1943*), dans son livre "Manouchian", paru en 1977. Pour ma part, j'ai été alerté lorsque j'ai appris, après la guerre, que Boris Holban avait donné l'ordre à tous les combattants de rester en place à Paris, malgré les risques grandissant d'arrestations. Plusieurs survivants du groupe, parmi lesquels Henri Karayan, Arsène Tchakarian et Raymond Kojitsky (Pivert) m'ont confié qu'ils ne comprenaient pas la raison de cet ordre. Personnellement, j'estime que c'est à cause de Boris Holban que beaucoup de gars ont été arrêtés et fusillés. Mais je n'ai aucune preuve. Mon frère Marcel figurait parmi ceux qui avaient accompli le plus d'actions armées, notamment l'exécution de Julius Ritter, responsable du Service du travail obligatoire (STO) en France, le 28 septembre 1943, à la sortie de son domicile, rue Pétrarque. Il avait pourtant signalé à maintes reprises à la direction qu'il était repéré. Lors de la rafle du Vel' d'Hiv, en novembre 1942, les membres du groupe qui sont partis se "mettre au vert", comme Léo Kneler et Raymond Kojitski (Pivert), qui habitait le 20<sup>e</sup> arrondissement, ont sauvé leur peau. Il y a une dizaine d'années, Boris Holban a traité ce dernier de "déserteur". Raymond Kojitski s'est alors retourné et lui a répondu : "Il te manque un fusillé ? Il te fallait un mort de plus ? Toi en tant que chef, tu avais les moyens de t'offrir des planques." Ce jour là, ils ont bien failli en venir aux mains.

**Q. Comment est né le mythe de l'Affiche rouge ?**

R. L'Affiche rouge a montré au moins une chose : en France, le peuple pouvait faire quelque chose. Après la guerre cette image a eu un retentissement énorme. Mais pendant l'Occupation, il y avait 1 % de Résistants, 1 % de Collaborateurs et 98 % de gens qui passaient leur vie à chercher à "bouffer". Ca n'est pas si facile que ça d'être un héros. Aujourd'hui, tout le monde a entendu parler de l'Affiche rouge. Lors de la cérémonie d'inauguration du square Marcel Rayman dans le XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, le 20 février 1994, j'ai demandé à l'ambassadeur d'Israël si cela lui faisait plaisir de voir mentionné sur les deux plaques : "En l'honneur de Marcel Rayman, héros juif de la Résistance". Il m'a répondu : "J'ai visité le monde entier, c'est la première fois de ma vie que je vois cette inscription : "Héros juif de la Résistance"". C'est moi qui ait suggéré à Alain Devaquet, maire du XI<sup>e</sup> arrondissement à l'époque, que le mot "juif" soit ajouté sur la plaque pour bien rappeler qu'il y a eu des résistants juifs. Ils représentaient 80 % des effectifs des FTP-MOI.

**Q. Comment transmettre le souvenir de la Résistance aux jeunes d'aujourd'hui ?**

R. C'est très important, parce que les jeunes connaissent très mal cette période de l'histoire. En 1999, j'ai participé à de nombreux débats dans les collèges et les lycées de banlieue. Les élèves ont été très attentifs et ils ont posé des questions pertinentes. Je revois régulièrement les enseignants qui m'avaient invité à venir parler de la Résistance dans leurs classes.

Propos recueillis par Alain Dalotel, Marie-Laure Patrault et John Sutton.



Monument en hommage aux déportés de la Deuxième Guerre mondiale,  
au Cimetière du Père-Lachaise.

*(photographie : John Sutton ©)*

## SÉLECTION BIBLIOGRAPHIQUE : LA RÉSISTANCE À PARIS

### Quelques « classiques » sur la Seconde Guerre mondiale et la Résistance en France

- des collections de poche faciles d'accès :

- Jean-Pierre Azema, *De Munich à la libération*, Paris, Seuil, 1987.
- François Bedarida, *La France des années noires*, Paris, Seuil, 1993.
- C. Bellanger, *La presse clandestine, 1940-1944*, Colin, 1961.
- Jean-Baptiste Duroselle, *L'abîme (1939-1945)*, Paris, Seuil, 1984.
- Henri Noguères, *Histoire de la résistance en France*, Laffont, 1967-1985, 5 vol.
- Robert Paxton, *La France de Vichy, 1940-1944*, Seuil, 1973.
- Jean-Pierre Rioux, *La France de 1939 à 1945*, Paris, Seuil, 1985.
- Henry Rousso, *Les années noires*, Paris, Découvertes Gallimard, n° 156.

- un dictionnaire très utile :

*Dictionnaire de la seconde guerre mondiale*, 2 vol., Paris, Larousse, 1980.

- Des numéros spéciaux de la revue *L'histoire* :

- n° 80 « Résistants et collaborateurs », 1985.
- n° 129 « L'année 1940 », 1990.
- n° 179 « La France libérée », 1994.

- Voir aussi tous les numéros de la *Revue de la Deuxième guerre mondiale* [PUF]

- Pour leur excellente iconographie :

- Jean-Pierre Azema et Olivier Viewiorka, *La France de Vichy, 1940- 1944*, Paris, Perrin, 1999.
- *Paris sous l'Occupation*, introd. de Gilles Perrault; commentaire de Jean-Pierre Azema, iconographie d'Éliette Cabaud, Paris, Belfond, 1987.
- Christian Delporte, *Les crayons de la propagande*, Paris, éditions du CNRS, 1993.
- A. Guérin, *La Résistance : chronique illustrée 1930-1950*, Paris 1972-1976, 7 vol.

- Quelques témoignages :

- Ch. Tillon, *On chantait rouge*, Laffont, 1977.
- H. Frenay, *La nuit finira*, Laffont, 1973.
- Ch. Rist, *Une saison gâtée. Journal de la guerre et de l'Occupation, 1939-1945*, Fayard, 1983.

### Résistance et Libération à Paris

- Claude Angeli, Paul Gillet, *Debout partisans*, Paris, 1969.
- Jacques Biélinky, *Journal : 1940-1942 : un journaliste juif à Paris sous l'Occupation*, texte présenté, établi et annoté par Renée Poznanski, Paris, Éd. du Cerf, 1992.
- Martin Blumenson, *Liberation*, Time-Life, New York, 1978.
- Larry Collins et Dominique Lapierre, *Is Paris Burning ?*, New York, 1965.
- Adrien Dansette, *Histoire de la Libération de Paris*, Fayard, Paris, 1966.
- Raymond Dronne, *La Libération de Paris*, Presses de la Cité, Paris, 1970.
- Charles-Louis Foulon, *La France Libérée*, Hatier, Paris, 1984.
- Alain Guérin, *La résistance, chronique illustrée, 1930-1950*, plusieurs tomes, Paris, 1976.
- Hervé Le Boterf, *La Vie parisienne sous l'Occupation*, Paris, Éditions France-Empire, 1974.
- Henri Michel, *Paris résistant*, Paris 1982
- Henri Michel, *La Libération de Paris*, Éditions Complexe, Bruxelles, 1980.
- Willis Thornton, *The Liberation of Paris*, Harcourt, Brace & World, Inc., New York, 1962.
- Gérard Walter, *La vie à Paris sous l'occupation : 1940-1944*, Paris, A. Colin, 1960.

## HOMMAGE A UN AMI



**GÉRARD MÉLINAND**

Dessin de Tardi ©,

*Le dessinateur Tardi avait fait un portrait de lui, quelques semaines avant sa mort brutale.  
Il nous autorise sa reproduction.*

## VIE DE L'ASSOCIATION

Salut Gégé !

Notre ami et éditeur Gérard Mélinand nous a quitté.  
C'était un amoureux du vingtième et un homme engagé, y compris dans son métier.



Photographie : Alain Dalotel ©

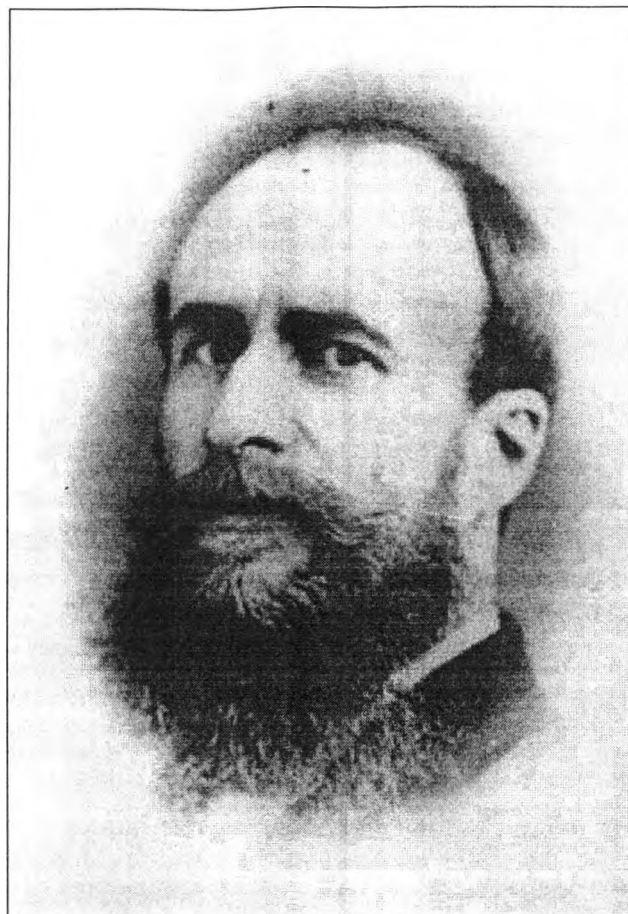
Gérard Mélinand, nous a quittés le 22 juin 2000, à l'âge de quarante-huit ans, dans les locaux de l'imprimerie Expressions, qu'il dirigeait. Il imprimait notamment notre revue, "Les Cahiers de la mémoire vivante du XXe".

Des membres de notre association ont participé le 28 juin dernier à l'hommage qui lui a été rendu au funérarium du cimetière du Père Lachaise. Des roses ont été déposées au Mur des Fédérés en souvenir de ce militant de l'ORA (Organisation révolutionnaire anarchiste), puis de l'OCL (Organisation communiste libertaire). Plus récemment, il fut l'un des initiateurs de l'Appel pour l'autonomie du mouvement social.

Les habitants du XXe gardent en souvenir ses qualités humaines lorsqu'il animait, dans les années 80, le bar associatif *La Mouette rieuse*, place de la Réunion. Nous assurons sa famille, ses proches et ses compagnons de l'imprimerie *Expressions* de notre soutien dans ce moment difficile.

## LE COMMUNARD GUSTAVE FLOURENS, UN HÉROS DE BELLEVILLE (1838-1871).

Alain Dalotel<sup>1</sup>



On ne sait plus qui est Flourens aujourd'hui. Et pourtant, à la fin du second Empire, lors du siège de Paris fin 1870 et au début de la Commune de 1871, il fut le héros de Belleville, un personnage chevaleresque qui s'est, comme d'autres, entièrement consumé dans le brasier de la Révolution. En effet, ce « champion de la démocratie », qui était tout à la fois un « homme d'épée, de parole et de plume », et que l'on a décrit comme « l'homme le plus sympathique de l'époque », avait quitté son univers bourgeois pour prendre part avec les peuples à la lutte contre l'oppression et pour la justice sociale : il a fini par sacrifier sa vie.

---

<sup>1</sup> Conférence à la mairie du XXe arrondissement de Paris, le 23 mai 2000.

## I. DE LA RÉVOLTE CONTRE LE PÈRE A LA RÉVOLUTION.

### **Un père omniscient.**

Au commencement était le père et le Pair. Marie-Jean-Pierre Flourens, né à Maureilhan-et-Ramejan dans l'Hérault le 6 décembre 1794, décédé à Montgeron, Seine et Oise, le 6 décembre 1867, physiologiste renommé, enseignait au Collège de France et au Muséum d'Histoire naturelle quand son fils aîné Gustave y naquit le 4 août 1838 (il aura deux autres fils, Émile en 1841 et Abel en 1845). Député de l'Hérault en 1839, ce « libéral » allait devenir en 1846 Pair de France tout en poursuivant son œuvre et sa carrière scientifiques. Ce Grand officier de la légion d'honneur fut secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, membre de l'Académie française et du Conseil municipal de Paris, etc.

Austère et sévère, cet homme considérable donna à son fils Gustave une éducation « patriarcale » quasi spartiate à peine tempérée par l'amour de sa mère Aline, née en 1807, décédée en 1879, une véritable matrone romaine, fille d'un général du 1<sup>er</sup> Empire, le baron Clément d'Aërzon : « à trente ans il était vierge encore ».

### **En Pologne pour la Cause.**

Soumis comme un enfant à sa mère, Gustave se révolta contre ce père omniscient et spiritualiste devenu conservateur. Il se détermina matérialiste et républicain en s'initiant, tout en poursuivant ses études des Sciences naturelles, à la Philosophie et à l'Histoire. Sa courte expédition idéaliste de 1863 en Pologne, où il avait été attiré par le soulèvement anti-tsariste, s'inscrit dans ce processus.

### **Suppléant de son père au Collège de France.**

Il devenait suppléant de son père à la chaire du Collège de France où il donna toute une série de cours sur « L'Histoire naturelle des corps organisés », en fait sur « l'Histoire de l'homme », qui portaient sur un classement linguistique et anatomique des races humaines où il exaltait quelque peu, à la manière de Gobineau, les « peuples de race blanche venus d'Asie occidentale », les « Aryas ».

Ces cours, qui avaient un gros succès, mais attaquaient l'ordre en place, furent interrompus à la trente quatrième séance - il devait y en avoir cinquante - par le ministre Duruy, sur plainte des catholiques. Gustave, au grand mécontentement de sa famille, avait protesté par lettre. C'était la rupture avec son père, ce « grand dignitaire ».

### **Au Moyen Orient.**

Après un séjour en Angleterre et en Belgique, ce fils de millionnaire, incompris dans sa famille, étouffant dans cette vie bourgeoise, s'embarquait subitement en 1865 pour Constantinople.

### **Combattant en Crète.**

Tournant le dos à la vie facile, ce nouveau « Don Quichotte », d'abord journaliste et conférencier révolutionnaire à Istanbul, devenait en 1866-1868, avec une poignée de volontaires français italiens grecs et crétois, l'un des partisans de la libération de la Crète de la domination turque, passant du maquis crétois à l'agitation urbaine en Grèce.

### **Révolutionnaire des réunions publiques à Paris.**

Revenu à Paris Flourens s'engageait à corps perdu début 1869 dans le mouvement des réunions publiques qui secouaient l'Empire libéral. Finies les considérations sur les races. Gustave était devenu le héraut de la République et le héros des faubourg : « Belleville devient son Agora ».

Condamné en avril pour avoir refusé d'obtempérer aux ordres d'un commissaire de police, il se bat en duel, après son emprisonnement, avec Paul de Cassagnac pour l'honneur du peuple. Flourens est ensuite l'artisan de l'élection de Rochefort dans la 1<sup>ère</sup> circonscription et tient dans le journal fondé par celui ci, *La Marseillaise*, la rubrique hautement subversive de « la tribune militaire », à qui l'on doit un peu les fameuses crosses en l'air du 18 mars 1871.

Le nom de Flourens reste attaché aux troubles de la fin de l'Empire. Le 12 janvier 1870, lors des obsèques de Victor Noir, il fait tout pour transformer cette manifestation en insurrection ; le 8 février, juste après l'arrestation de Rochefort, ayant pris un commissaire de police en otage, il proclame « la révolution en permanence » et tente de soulever Belleville où il habite au 397 rue de Puebla ( rue des Pyrénées aujourd'hui ), dans un petit deux pièces.

### **Exil militant.**

Flourens, quelques mois après, sera compromis dans les poursuites qui mènent au procès de Blois pour ses relations à Londres avec des comploteurs régicides. Il ne reniera pas ces actes, estimant, en parfait spontanéiste, que tout était bon pour ébranler le système et sera condamné par contumace - il est à Athènes - à la déportation dans une enceinte fortifiée.

## II. LE RETOUR DE FLOURENS CONTRE LES JULES.

### **Le Major de rempart.**

Le retour de Flourens, en septembre 1870, à quelques jours du siège de Paris par les Prussiens, se fait au son du tambour. A peine arrivé dans la capitale, il propose à Rochefort, qui occupe un strapontin dans le gouvernement provisoire, la défense à outrance pour toute la France et « l'appel immédiat à la révolution dans toute l'Europe ».

Élu commandant du 63<sup>ème</sup> bataillon de Belleville, il prône, comme Blanqui, une éphémère union sacrée, aussitôt suivie le 8 septembre de la proposition de « Faire de suite les élections municipales de Paris » pour introduire « L'égalité dans les mœurs, la justice dans les relations », donc la Commune, qu'il réclame bien avant le *Comité central républicain des vingt arrondissements de Paris* dont il ne fait pas partie, tout occupé qu'il est à ses activités militaires.

Sa popularité à Belleville a attiré beaucoup de volontaires - on parle de 10 000 - et finalement il devient le *Major de rempart* avec cinq bataillons de Belleville sous ses ordres : la « bande à Flourens ». Ce grade lui avait été traîtreusement octroyé par Jules Trochu, le chef du gouvernement. Autre plaisanterie administrative : il est aussi nommé à la *Commission des barricades* présidée par Rochefort.

### **Rupture.**

Flourens n'a pas été, comme l'a écrit Arago, « choyé » par le gouvernement. Tout au plus Trochu a voulu lui faire le coup du bon papa lorsque ses bataillons sont venus avec lui à l'Hôtel de ville faire le 5 octobre cette « manifestation absurde » pour obtenir 10 000 chassepots et les élections municipales.

Cette « journée » consacre la rupture entre les faubourgs et les Jules déjà observable dans les réunions publiques et les réunions de la Garde nationale du XX<sup>ème</sup>. L'ordre public est gravement menacé dans cet arrondissement où l'on ne parle que de descendre sur l'Hôtel de ville.

Flourens, malgré la pression de ses officiers, a démissionné de son commandement ne gardant sous ses ordres que les 500 *Tirailleurs de Belleville*. Il reste cependant, comme chef militaire, l'un des « hommes de base d'un ralliement populaire ».

### **L'insurrection du 31 octobre.**

Je n'insisterai pas sur les causes bien connues du 31 octobre 1870 et ses péripéties sinon pour rappeler que c'est Flourens qui a fait connaître la trahison de Bazaine à Metz et qu'il est

avec Blanqui l'un des deux grands organisateurs de cette insurrection autant patriotique que sociale.

Flourens, dans ce chaudron de l'Hôtel de ville envahi par la foule, a tenté de proclamer un Gouvernement de Salut public et a aussi établi une liaison avec cette « commission municipale révolutionnaire » de 28 « citoyens » qui, avec Ranvier, Vésinier, Oudet, etc., s'empare de la mairie du XX<sup>ème</sup> arrondissement.

On l'a montré tour à tour « halluciné », hésitant, opposé à toutes violences ce soir là - il voulait simplement la démission des hommes du 4 septembre - mais il faut noter le peu d'enthousiasme des bataillons du XX<sup>ème</sup> dont un seul est venu Place de grève avant de repartir sans avoir rien fait. Finalement le gouvernement a été délivré par des bataillons de l'ordre. Un accord de compromis permet à Flourens, Blanqui, Millière, Ranvier et aux *Tirailleurs de Belleville* de quitter l'Hôtel de ville et dans le XX<sup>ème</sup>, à l'aube, la « Commission communale provisoire », qui avait prêché la « conciliation » pour « empêcher toute espèce de violence » remet la mairie aux mains du commerçant Braleret, le maire du 4 septembre.

La tension va persister dans l'arrondissement où Flourens s'est retiré, protégé par ses *Tirailleurs*. Le 2 novembre la rumeur dit qu'il s'est installé à la mairie pour en faire le siège d'une « Commune révolutionnaire », mais l'agitation dans la Garde nationale et dans les clubs ne sera relayé que par une manifestation de femmes qui, drapeau rouge en tête, ira jusqu'à l'Hôtel de ville pour y réclamer « la Commune ».

Ce jour là pourtant, le XX<sup>ème</sup> - c'est le seul - repousse le plébiscite de la Défense par 9 635 non contre 8 291 oui. Une attitude qui est confirmée par les élections municipales puisque le 5 novembre Gabriel Ranvier est désigné comme maire et le 7, Flourens est élu adjoint par 7 339 voix avec Millière, 7 822, et Lefrançais, 5 697. Malgré les promesses du 31 octobre des mandats d'arrêt ont été lancés. Ranvier est arrêté et révoqué, Flourens, comme Blanqui, se dérobe aux poursuites.



Chez DEJONCKE & CÉSAR, Libraires-Éditeurs, 64, Rue de la Harpe, Paris.

imp. TALONS, Marché St-Jean, 11.



FLORENTIN

### Dans la clandestinité.

Signalons ici que Flourens n'a pas regretté ce mandat d'adjoind à la mairie du XX<sup>ème</sup> dans la mesure où il estimait que ces élections pour vingt maires étaient « une mesure détestable » et chaotique, le pouvoir réel restant au seul maire de Paris.

Dans la clandestinité, Flourens va se faire remarquer par un bel article très internationaliste, paru dans *La Patrie en danger*, en faveur de tous les peuples - bien loin de ses cours au Collège de France - à l'occasion de la mort au combat de plusieurs *Tirailleurs de Belleville*. En décembre, la police tente sans succès de l'arrêter, isolée qu'elle est dans les faubourgs, mais Flourens ne supporte pas d'être séparé de ses *Tirailleurs* et se rend auprès d'eux aux avant-postes à Maisons-Alfort où il se fait arrêter le 7 décembre en tombant dans « un guet-apens militaire ».

La police prétend que cette arrestation serait bien vue par « l'immense majorité de la population parisienne » mais le 21 janvier un commando d'une centaine d'hommes le délivre de Mazas. Flourens remonte aussitôt dans le XX<sup>ème</sup> pour y installer un « pouvoir populaire ». Les chefs de bataillon, une fois de plus, refusent de le suivre dans ses projets d'insurrection. Les Bellevillois, d'ailleurs, ne donneront pas lors de l'insurrection du 22 janvier, à cause de « l'état moral de la population ».

### Paris livré.

C'est chez Odysse Barot que Flourens se cache jusqu'au 18 mars. Il y écrit *Paris livré*, un ouvrage de 228 pages où, après avoir donné un tableau politique précis de la fin de l'Empire, il étudie la vaste trahison du Gouvernement de la défense nationale, de ses ambassadeurs et de ses différents états-majors. Le peuple étant l'ennemi commun de ces deux régimes. Analyse et dénonciation. Guillemin ne fera pas mieux.

Par ailleurs *Paris livré* peut être considéré comme un livre testament. C'est un point de non retour. La Révolution ne peut être que victorieuse. Flourens, qui estimait que Baudin avait eu un destin enviable en périssant sur une barricade, a eu la vision de sa propre mort, comme l'indique une phrase, rappelée dans le livre, figurant sur le placard collé sur les murs de Paris après sa condamnation à mort du 10 mars par les conseils de guerre pour l'insurrection du 31 octobre :

« J'ai appris par une longue expérience des choses humaines, que la liberté se fortifiait par le sang des martyrs.

Si le mien peut servir à laver la France de ses souillures et à cimenter l'union de la patrie et de la liberté, je l'offre volontiers aux assassins du pays et aux massacreurs de janvier ».

Cette affiche prouve que Flourens est tout de même actif dans cette période bien qu'il ne soit pas mêlé à la mise en place de la Fédération de la Garde nationale. On l'aurait d'ailleurs aperçu à Versailles le jour de sa condamnation et, même si de Fonvielle affirme qu'il voulait alors tourner le dos à la politique en partant à l'étranger, on ne sait pas s'il a agi ou non dans le XX<sup>ème</sup> qui avait alors échappé au contrôle gouvernemental.

### III. LA COMMUNE ET L'ASSASSINAT DE FLOURENS

#### **Le 18 mars sans Flourens ?**

Pour la plupart des auteurs, Flourens n'aurait rien fait lors de l'insurrection du 18 mars, alors même que Ranvier et Eudes sont très actifs. Pourtant, l'on peut trouver sa signature avec celle de Mortier sur un laissez-passer délivré à Jenart, son compagnon d'avant le 31 octobre, pour inspecter les barricades et une dépêche gouvernementale indique, à 10h15, qu'« on dit Flourens près d'une barricade ». Ses anciens bataillons, dont le 173<sup>o</sup>, marchent ce jour là et nous le retrouvons le 25 mars comme adjoint avec le maire Ranvier à la mairie du XX<sup>ème</sup>, appelant les « citoyens » de l'arrondissement aux urnes pour « sauver la France » en instaurant la « République démocratique, sociale et universelle ». Le 29 mars, il vient, encore rasé, à l'Hôtel de ville et le lendemain, les journaux publient son ordre du jour à la 20<sup>o</sup> légion, comme « général à titre provisoire ».

#### **Les élections : piège à communards.**

Le 26 mars, il a donc été élu membre de la Commune en 3<sup>ème</sup> position par 13 498 électeurs du XX<sup>ème</sup>, derrière Ranvier (14 127 voix), Bergeret (14 003) et devant Blanqui, 13 338 voix (sur 28 000 votants). Un très bon score qui prouve qu'il avait accru sa popularité puisqu'aux élections de novembre, il n'avait recueilli que 7339 voix. Notons toutefois que c'est Ranvier qui proclamera les résultats de la Commune le 28 mars à l'Hôtel de ville.

Sa présence dans la *Commission militaire* de la Commune et sa reprise du commandement des bataillons du XX<sup>ème</sup> appuyée d'une profession de foi dans laquelle il leur rend hommage - « C'est Belleville qui ( ... ) a commencé à sauver la République et l'honneur de la France » - montrent sa volonté de combattre Versailles le plus tôt possible. D'ailleurs il récupère ses armes saisies lors de son arrestation de décembre 1870. La politique proprement dite, au sens étroit du terme, ne l'intéresse pas et on ne le verra pas siéger à l'Hôtel de ville.

### **La sortie meurtrière d'avril.**

Bien que l'on ait signalé ici et là que Flourens, qui est rétrogradé au grade de colonel, glissait dans la désespérance voire la prostration, je constate, par ses quelques billets, qu'il veut jouer un rôle dynamique dans la sortie qui se prépare dès le 2 avril. Ce jour là, il reçoit l'ordre de « marcher sur Versailles » avec une colonne de gardes nationaux. Mais c'est Bergeret « lui-même » qui commande cette aile droite de l'offensive fédérée, celle du centre étant sous les ordres d'Eudes, tandis que l'aile gauche est dirigée par Duval.

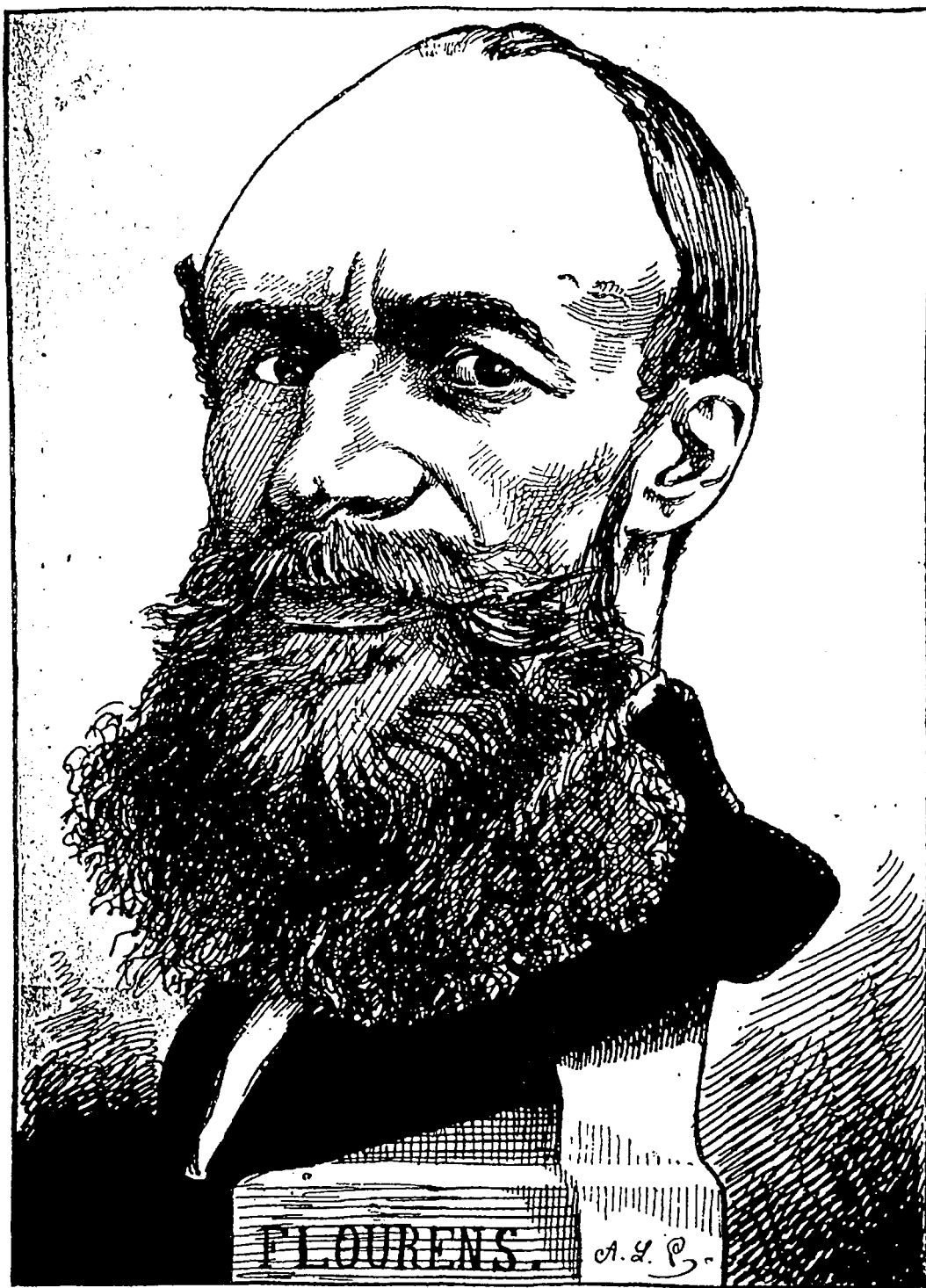
Je n'insisterai pas sur les péripéties de l'affrontement du 3 avril, un échec sanglant dans lequel Bergeret a de grosses responsabilités, dans la mesure où il était au courant par des dépêches du repli des troupes versaillaises dans le fort du Mont Valérien. Les fédérés se font canonner depuis la citadelle. Seulement 4000 hommes peuvent gagner Port Marly avant d'être rejetés sur la partie de Rueil proche de Chatou, puis sur Nanterre.

Quelques centaines d'hommes seulement semblent vouloir encore combattre. C'est la confusion. Des fédérés accusent Flourens de trahison. Ne voulant pas être le Ducrot de la Commune, il refuse personnellement de faire retraite. Accablé, il se retire dans une auberge des berges de Rueil avec son ami Amilcare Cipriani où, suite à une dénonciation, ils sont débusqués par les gendarmes. Tandis que Cipriani est grièvement blessé en combattant, Flourens, désarmé et sans ressort, est assassiné d'un coup de sabre par l'officier Desmaret qui sera décoré pour ce meurtre sanguinaire. Son corps est emmené à Versailles.

## **IV. NOTRE REGRETTE FLOURENS.**

### **La Commune élue muette.**

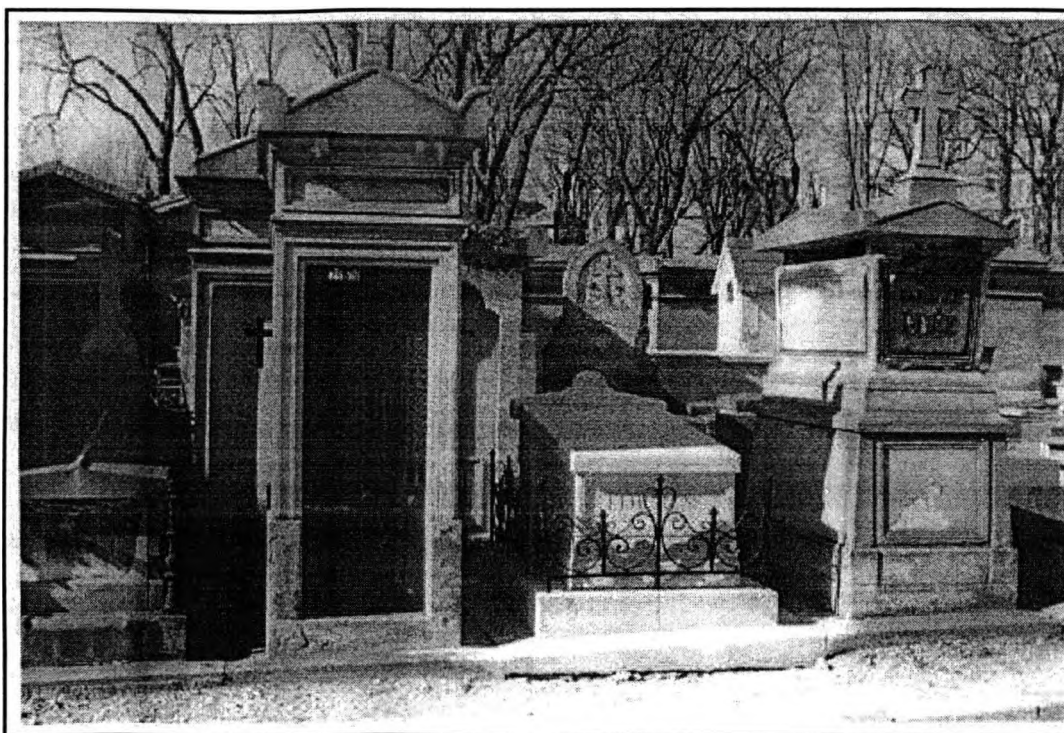
Dans un premier temps la mort de Flourens, qui est très vite signalée par la presse tant versaillaise que communarde, est plus ou moins dissimulée par la Commune élue. Bergeret, interpellé le 3 avril sur l'affaire du Mont Valérien, raconte n'importe quoi : il est applaudi. Dans la séance de nuit du 4-5 avril, Chardon annonce l'assassinat de Duval - ce qui entraînera le vote du décret des otages - mais il faut attendre la séance du 8 avril pour que l'on entende Léo Meillet, élu du XIII<sup>ème</sup>, demander « l'arrestation du citoyen Flourens, qui aurait, d'après certains journaux, fait clandestinement enterrer, avec l'aide d'un prêtre, le corps du membre de la Commune, assassiné par les versaillais ». Puis on ne parle plus de « notre pauvre et regretté Flourens » évoqué dans une lettre du 12 avril de Dupont à Cluseret. A-t-on craint les réactions des Bellevillois ? Notons qu'à ce moment là, les élus se mobilisent contre les sous comités d'arrondissement.



Tout le monde, en tous cas, était au courant de cet « enfouissement ». Odilon Delimal donnait à compter du 8 avril dans *La Commune* un long article nécrologique et des « détails exacts » étaient fournis par le même journal à la date du 1<sup>er</sup> mai sur « L'assassinat de Flourens », mais il fallait attendre le 21 mai pour qu'Odysse Barot, dans *Le Fédéraliste* décrive ce « convoi honteux » du 6 avril, digne d'un « supplicié », suivi par trois personnes alors qu'il aurait du être accompagné par « 400 000 citoyens en larmes ».

### Les obsèques familiales.

La famille de Flourens, notamment sa mère Aline et son frère Émile, qui sera député et ministre sous la III<sup>ème</sup> République, était intervenue auprès de Thiers, par l'employé d'État-Major Jules Bezard, pour récupérer le corps à Versailles afin de l'inhumer dans le sarcophage familial, à la 66<sup>ème</sup> division du Père Lachaise, là où reposait déjà le père depuis 1867. Un capucin, le Père Stanislas, l'avait béni. Il semble bien qu'il y ait eu un accord entre Thiers et le famille, qu'il connaissait, pour éviter toute manifestation vengeresse à l'occasion des obsèques ( le corps des *Vengeurs de Flourens* s'est constitué après). Il faut reconnaître que Versailles, malgré l'assassinat jamais avoué, a répondu favorablement et respectueusement aux demandes des Flourens. Le gendarme Desmaret a dû restituer les armes de Gustave en mai 1871 et un jugement a été rendu pour permettre de dresser son acte de décès.



Père-Lachaise : tombe de Flourens (photographie : Alain Dalotel ©)

### Le culte du héros.

Très tôt des inconnus ont été sur la tombe familiale mais c'est à compter de la fin 1878 qu'un culte se met en place pour rendre hommage au « chevalier de la révolution ». On se rend ensuite chaque année le 3 avril par centaines et dans le calme pour déposer des couronnes payées par des souscriptions populaires organisées par les journaux se réclamant de la Commune. En 1880, Blanqui prononce là un discours sur son compagnon du 31 octobre : « Il possédait toutes les vertus que les conservateurs qualifient de vices, c'est à dire le courage, le

patriotisme et le dévouement. Sa mémoire ne peut périr, il y a place dans l'Histoire à ceux qui sont tombés pour les grandes causes ».

Ce culte du héros a fini par s'éteindre mais en 1888, le Comte d'Hérisson, un ancien officier versaillais, remarque sur la tombe ce mot ajouté par une main anonyme : « assassiné ». Dix ans après, Prolès écrivait, dans la collection « Les hommes de la révolution de 1871 », son chaleureux *Gustave Flourens*, préfacé par Cipriani. J'ai l'exemplaire de la *Bibliothèque des amis de l'instruction du XVIIIème arrondissement* 57 rue de la Chapelle. Décidément, on ne pouvait totalement oublier cet idéaliste habité, comme l'a écrit Odilon Delimal par une folie « sublime ».

### **Flourens était-il fou ?**

Paul Delion, dans *Les hommes de la Commune*, a parlé, à propos de Flourens, de ce « renom de bravoure poussé jusqu'à la folie ». N'avait-il pas, un beau jour, traversé Paris tout seul avec une carabine sur l'épaule ? Il concluait ainsi son portrait : « On devinait l'écervelé dans le regard extatique et souvent étrange à force d'être hagard ( ... ) nous avons eu notre Don Quichotte tout aussi courageux, tout aussi ridicule que celui de Cervantès, tout aussi sympathique ». Une opinion quasiment partagée par Arago : « ce jeune savant, ce hardi soldat, tour à tour professeur et condottiere, me parut, par ses longs silences concentrés que rompaient tout à coup des exaltations de langage, avoir le cerveau mal équilibré ». Ce « chevalier errant » était, selon Alfred Lepetit « un cerveau malade » et il cite Catulle Mendès affirmant : « C'était un fou qui était un héros ». Enfin Wilfrid de Fonvielle, qui dit avoir été son ami, souligne qu'il était victime de son « exaltation d'idées »...

Il faut, à mon avis lire entre les lignes car il ne faudrait pas perdre de vue que la véritable folie de Flourens, pour les bourgeois, était d'avoir choisi le camp de la « révolution sociale » des « gueux » de Belleville. Lui, rentier depuis ses vingt ans, avait mis cette richesse au service de la Cause, aussi prodigue de son sang que de son argent qui aurait servi à acheter des armes et à soulager à Belleville « de nombreuses misères ».

Cette accusation de folie est ressortie plusieurs années après lorsque le journal *Le Gaulois*, en 1874, a publié un appel du Commandant Flourens « Aux amis de Belleville » où il expliquait qu'il n'était ni mort ni jugé mais que l'on avait fait croire à sa mort tout en l'enfermant dans un asile de fous et qu'on lui passait la « camisole de force » chaque soir.

### **Détracteurs en tous genres.**

Les organes royalistes, bonapartistes et mêmes d'autres, ont critiqué Flourens avant pendant et après la Commune, pour tout et n'importe quoi : ses costumes extravagants, ses

chevaux (Pictor, un cheval de l'écurie impériale, puis celui de Clément Thomas). On l'a montré contradictoirement comme un indécis qui se laissait entraîner et comme quelqu'un qui ne voulait pas admettre le principe de la hiérarchie. Tout a été bon pour salir sa mémoire. *L'Ordre* du 6 juin 1873 a fait plus que suggérer que Flourens avait eu des contacts avec Thiers en 1869 et que des papiers avaient disparus de chez sa maîtresse rue des maronites, tandis que d'autres le traitait d' « agent bonapartiste ». La pire attaque allait venir d'une femme, la veuve Désirée, ex militante des réunions publiques, qui, dans une très méchante plaquette de six pages, intitulée *Une rectification sur Gustave Flourens*, tentait de traîner son souvenir dans la boue. Pour elle, Flourens, qui n'était qu'un lâche un mouchard et un traître à la Révolution, voulait être depuis 1869 un nouvel Alexandre : celui de Belleville.



### UNE QUESTION POUR CONCLURE.

G. Puissant, dans *Le Faubourg* de Gustave Maroteau du 20 février 1870, écrivait à propos de Flourens :

« Il nous appartient aussi, celui là, le peuple et le faubourg le réclament.

Et pourtant, s'il est d'une nature élégante et aristocratique, c'est la sienne. Voyez le plutôt. La face rappelle la panse d'un violon. Son front haut et élargi au sommet, son crâne déplumé, présentant les lueurs douces d'un vieil ivoire brossé. L'œil, plein de caressantes clartés au repos, roule du feu quand frappent à la poitrine de ce fou d'équité, les mots de droit et de liberté ».

Ce portrait - j'aurai pu en citer d'autres du même genre - prouve à l'envi qu'à Belleville on raffolait absolument de ce risque-tout de « Florence » pour ses idées et son action. Les faubouriens se sentaient en phase avec ce révolutionnaire qui ne voulait agir que conformément à ce qu'il estimait vrai et juste, quitte à rompre avec une situation ou des hommes. Mais Flourens, qui aimait le combat patriotique ou social, voyant à la façon antique dans le citoyen en armes un guerrier plutôt qu'un travailleur, n'était en réalité ni un Robespierre, ni un Saint-Just. Sa sensibilité, parfois presque féminine, son humanité, ne lui permettaient pas de franchir certaines limites. Il avait des réserves pour le jacobinisme, appréciant modérément un Delescluze. Dans le jeu des étiquettes, on peut tout juste l'apparenter aux blanquistes. Notons ici que si Marx a parlé du « chevaleresque et généreux Flourens » le cordonnier Gustave Durand, membre de l'AIT et chef du 63<sup>ème</sup> bataillon, a tout fait pour se mettre en travers de Flourens et de ses amis qui n'étaient d'après lui qu'une « infime minorité ». André Léo, l'une des grandes révolutionnaires de 1871, a été plus loin, sans nul doute plus profond, en écrivant, à propos de « l'agonie populaire » : « Ils étaient bien peu qui puissent comprendre. Flourens, très patriote et très brave, n'était que cela, capable de se faire tuer mais non de commander ». Une opinion pleine de sympathie qui nous alerte toutefois sur certains graves problèmes de la Commune, notamment en matière militaire.

Quelque part, Flourens s'est sacrifié pour Belleville et Ménilmontant. Doit-on et peut-on aujourd'hui envisager de réparer un oubli en donnant son nom à un petit bout de la rue des Pyrénées dans le XX<sup>ème</sup> arrondissement, là où il a habité, au numéro 397, lors de ses activités révolutionnaires parisiennes ? N'a t-on pas baptisé un passage du XVII<sup>ème</sup> arrondissement du nom de son père Marie-Jean-Pierre Flourens ? N'a t-on pas donné le nom de l'un de ses ennemis les plus acharnés, Jules Ferry, à une partie du boulevard Richard Lenoir dans le XI<sup>ème</sup> arrondissement ? Une idée à débattre avant qu'une rame Decaux ne prenne l'initiative d'un hommage au grand communard.

# CÉRÉMONIE ET DÉBAT EN SOUVENIR DES ENFANTS JUIFS MORTS EN DÉPORTATION

Marius Mouette

Le samedi 20 mai 2000, à l'initiative du comité de l'école de la rue de Tlemcen, a eu lieu une cérémonie pour la pose d'une plaque en mémoire des enfants juifs des deux écoles morts en déportation.

En parallèle avec cette commémoration, et avec le concours de l'association Mémoire vivante du XX<sup>e</sup>, le directeur de l'école élémentaire et spécialisée 22 rue Olivier Métra, M. Alain Seksig, avec le soutien de sa collègue directrice de l'école élémentaire 24 rue Olivier Métra, Mme Hélène Quenor, avait organisé une réunion-débat dans le préau de l'école. Parents, enfants des écoles, témoins de cette époque et sympathisants de tous bords y étaient conviés. Des invités spécialistes des questions de cette époque, à savoir Annette Wiewiorka, historienne, auteur de livres sur cette période, Henry Rouso, historien, directeur de l'Institut d'Histoire du Temps Présent, Michel Zaoui, avocat des parties civiles au procès de Maurice Papon, s'étaient déplacés pour expliquer ces années noires de notre pays et répondre aux questions de l'assistance. Enfin Maurice Arnoult, maître bottier de Belleville était venu, comme témoin direct, évoquer ses souvenirs vécus de ces moments passés, déjà lointains et ignorés d'une partie de l'assistance.

Henry Rouso, devant un public nombreux et attentif, entama les débats, après une présentation d'Alain Seksig, et rappela les persécutions nazies dans toute l'Europe à l'encontre de diverses communautés, et dont les juifs furent les principales victimes. Il rappela que les juifs moururent en grand nombre en déportation et que les pays les plus touchés en Europe furent l'Allemagne, bien sûr, ainsi que la Pologne et l'URSS. Sans que cela soit une atténuation de ce crime, les juifs de France et d'Italie furent cependant moins nombreux à périr que leurs infortunés coreligionnaires des pays de l'Est de l'Europe. Il rappela également que l'État Français alla au delà des demandes du Reich, exigeant, au premier abord seulement, l'extradition des juifs étrangers. Il mit également en évidence la mécanique de l'État Français où, à côté d'antisémites notoires et enragés, un certain nombre de hauts fonctionnaires (commissaires, préfets) ne furent que des exécutants zélés des consignes de l'État.

Annette Wiewiorka basa surtout son exposé sur la condition des enfants juifs pendant l'occupation. Faisant suite à l'exposé précédent, elle insista sur l'aspect complaisant de l'État Français, allant au delà des revendications allemandes pour accentuer son effet collaborationniste et plaire à l'allié allemand: il n'avait encore jamais été question du

sort des enfants dans l'accord entre la France et l'Allemagne. Désirant aller plus loin, et dans un souci soit disant humanitaire, les autorités décidèrent de rafler les enfants en même temps que les parents, dans le prétexte de ne pas les séparer de leur famille. Presque tous, envoyés dans les camps de Beaune la Rolande ou Drancy, périrent à Auschwitz. Cependant Mme Wiewiorka relèvera le rôle de voisins charitables, ayant pris en charge des enfants pour les faire échapper à leur sort, ou de gardiens de la paix compatissants ayant prévenu les familles à temps pour éviter la déportation. Elle finira par évoquer les multiples familles de province ayant recueilli ces enfants qui deviendront orphelins pour la plupart, les plus chanceux retrouvant un ou plusieurs membres de leur famille après la guerre, ainsi que les enfants du village de Chambon dans le Massif Central.

La transition était facile pour Maurice Arnoult, ancien résistant, figure bien connue du vieux Belleville. Par ses paroles simples, faciles à saisir par l'auditoire, accompagnées de diapositives, il rappellera comment il a pu sauver deux enfants juifs qu'il a cachés dans un pavillon de banlieue à Savigny-sur-Orge. Ce n'est que justice pour cet homme modeste, qui n'estime avoir fait que son devoir d'être humain, s'il a été nommé "juste des nations" par l'État d'Israël.

Le débat ne pourra malheureusement aller à son terme, le comité Tlemcen ayant pendant ce temps dévoilé la plaque posée entre les deux écoles et entamé la lecture de la lettre d'un jeune garçon déporté et commencé le discours inaugural, empêchant l'intervention de Michel Zaoui.

Parallèlement à cette cérémonie, j'ai pu assister, le 7 octobre 2000, à la pose d'une plaque à l'école 10 rue Keller, en souvenir de 139 enfants juifs de l'école morts en déportation, présidée par M. Martino, directeur de l'école. Nous avons pu assister à un lâcher de ballons rappelant le nom de chaque victime par les enfants actuels des écoles, avec des allocutions de M. Sarre et des différents membres des associations sur le souvenir. Il est remarquable que dans les arrondissements voisins, aussi, on cultive la mémoire, comme le fait notre association, afin que les témoins de l'histoire transmettent le message à ceux qui n'ont pu vivre cette période et pour que les horreurs du passé ne se renouvellent pas et que le sacrifice des victimes n'ait pas été vain.

**NOUVEAU NOUVEAU NOUVEAU NOUVEAU NOUVEAU**



**UN SITE INTERNET ....**

**NOTRE SITE EST DISPONIBLE SUR :  
<http://memoire.vivante20.free.fr/>**

**DÉCOUVREZ  
NOTRE PROGRAMME DE CONFÉRENCES  
NOS ACTIVITÉS  
NOS PUBLICATIONS**

**mise à jour régulière**

**Notre adresse :**

**Mémoire Vivante du 20<sup>ème</sup> arrondissement de Paris  
6, place Gambetta  
75020 PARIS**

**Vous pouvez aussi nous écrire par courrier électronique :**

**[memoire.vivante20@free.fr](mailto:memoire.vivante20@free.fr)**

## Dans le cadre des recherches initiées par notre association

- **ANDRIEU Claire**, *Les sociétés municipales de secours mutuels des 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> arrondissements de Paris. 1865-1950*, 2 volumes, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine sous la direction d'Antoine Prost et Michel Dreyfus, septembre 1997.
- **LEGRIS Patricia**, *Les Juifs ashkenazes du 20<sup>ème</sup> arrondissement dans les années 1930. Lebn vi Got in Frankraykh*, Université Paris I Panthéon-Sorbonne (Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle), Mémoire de maîtrise en histoire contemporaine sous la direction de Michel Dreyfus et Jean-Louis Robert, 2000.
- **PATRAULT Marie-Laure**, *La Résistance dans le 20<sup>ème</sup> arrondissement. 1940-1944*, Université Paris I Panthéon-Sorbonne (Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle), Mémoire de maîtrise en histoire contemporaine sous la direction de Michel Dreyfus et Jean-Louis Robert, 2000.

### DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

#### **Les transports en commun dans le vingtième : des années trente à la reconstruction**

*Si vous avez des témoignages sur ce sujet, des photographies ou des documents divers,  
contactez-nous vite...*

*et merci à l'avance de votre aide.*



*Laissez-nous votre adresse électronique sur notre site internet*

*et nous vous informerons de la parution du prochain numéro ainsi que des conférences à venir et des diverses activités de notre association.*

# MÉMOIRE VIVANTE DU XX<sup>e</sup>

## Présentation de notre association

Tout être humain a une histoire qui a façonné sa personnalité. Connaître ses racines et les conditions de son enfance, savoir comment et dans quelles circonstances elle s'est déroulée: tout cela est nécessaire pour maîtriser son identité et mieux vivre au présent. Ce qui est vrai pour toute personne l'est également pour tout groupe humain: tributaire d'une histoire commune qui ne peut être occultée, il se doit de la transmettre aux générations les plus jeunes. Ainsi, il existe un devoir de mémoire auquel il n'est pas possible de se soustraire.

Ceci est particulièrement vrai pour le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, un des hauts lieux de l'histoire de la capitale, en particulier dans le cas des années 1930 au début des années 1950. De la crise économique qui, touchant la France à partir de 1931, entraîne - déjà - des centaines de milliers de chômeurs, aux premières années de la Guerre Froide, multiples furent les luttes politiques et sociales auxquelles fut mêlée la population du XX<sup>e</sup> arrondissement! Elle vit la montée de l'extrême-droite et la riposte antifasciste à partir de 1934, puis les espoirs et les premières réalisations du Front populaire, très vite brisés par la Guerre d'Espagne et l'expansion hitlérienne en Europe. Viennent ensuite le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, l'effondrement de la III<sup>ème</sup> République et l'avènement de Vichy, la résistance, ô combien difficile, puis les débuts de la reconstruction de la France: comme on peut encore le constater aujourd'hui, ces deux décennies ont fortement marqué notre pays et le XX<sup>e</sup> arrondissement y a pris sa part, toute sa part.

Pourtant, cette histoire reste encore mal connue aujourd'hui. Aussi il devient urgent de l'entreprendre à travers des recherches multiples et en interrogeant ceux qui en furent les acteurs. C'est pourquoi s'est créée l'Association « Mémoire Vivante du 20<sup>ème</sup> arrondissement ». « Mémoire Vivante » se donne pour objet de recueillir, rassembler, transmettre et diffuser tout ce qui concerne l'histoire et la mémoire du XX<sup>e</sup> arrondissement, plus particulièrement pour les années 1930-1950. Aussi l'association entend favoriser toutes les formes de manifestations et de publications conformes à son objet ainsi que de coordonner les travaux qui s'y rapportent.

Ce second numéro des *Cahiers de la Mémoire Vivante du XX<sup>ème</sup>*, consacré à la Résistance dans le Vingtième, concrétise nos recherches et nos diverses initiatives.

« Mémoire Vivante du XX<sup>e</sup> arrondissement » entend associer le plus largement possible les témoins de cette histoire et la population du XX<sup>e</sup> arrondissement à ses projets. Si vous êtes intéressé par cette démarche, venez nous rencontrer lors d'une prochaine conférence ou renseignez-vous sur notre site internet.

Michel Dreyfus, *président de l'association Mémoire vivante du XX<sup>e</sup>*.

# Cahiers de la Mémoire Vivante du XXème

N° 2 DÉCEMBRE 2001

## SOMMAIRE

### DOSSIER RÉSISTANCE

PRÉSENTATION de Michel DREYFUS	1
LA RÉSISTANCE DANS LE XXE ARRONDISSEMENT, Marie-Laure PATRAULT.	3
LA JOC ET LA JOCF DANS LE XX <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT (1927-1947), Éric BELOUET	8
LE PÈRE-LACHAISE PENDANT LA GUERRE, extraits du livre de Danielle TARTAKOWSKY	15
LA PRESSE DE LA RÉSISTANCE DANS LE XX <sup>e</sup>	19
LES DERNIÈRES BARRICADES DANS PARIS	22
VINGT-TROIS ÉTRANGERS ET NOS FRÈRES POURTANT..., entretien avec Simon RAYMAN	23
SÉLECTION BIBLIOGRAPHIQUE : LA RÉSISTANCE À PARIS	28

### VIE DE L'ASSOCIATION

HOMMAGE À UN AMI: GÉRARD MÉLINAND	29
LE COMMUNARD GUSTAVE FLOURENS, UN HÉROS DE BELLEVILLE (1838-1871), Alain DALOTEL	31
CÉRÉMONIE ET DÉBAT EN SOUVENIR DES ENFANTS JUIFS MORTS EN DÉPORTATION, Marius MOUETTE	45
NOUVEAU !!! UN SITE INTERNET	46
TRAVAUX UNIVERSITAIRES SOUTENUS	47
MÉMOIRE VIVANTE DU XX <sup>e</sup> : Présentation de notre association	48